

N°18 - DÉCEMBRE 2021 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE



**GARDONS
LE CAP !**

ÉCOLOGIE
ET ÉNERGIE

LA CHINE
EST IMPÉRIALISTE

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex

Dessin : ASHRAF



L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

GARDONS LE CAP!

La Covid-19 a peut-être foutu l'économie mondiale dans la merde, mais il a mis aussi le camp populaire dans la confusion. Ceux qui se faisaient vacciner étaient taxés par d'autres de moutons du gouvernement et bons clients des firmes pharmaceutiques, voire de traîtres dans leur syndicat, et d'un autre côté tout le monde voit les anti-pass comme massivement influencés par les théories complotistes. Il est pourtant facile d'admettre que l'on fasse appel à la médecine en cas de problème sanitaire, et inversement, qu'on soit méfiants après des scandales comme ceux de l'amiante, du chlordécone et bien d'autres.

« Nous sommes en guerre », avait déclaré notre banquier de Président le 16 mars 2020 ; en guerre « face à un coronavirus ». Or, toute guerre, même sanitaire, a l'avantage pour la bourgeoisie de serrer les rangs derrière elle, de semer la zizanie parmi les travailleurs, de dégonfler les mobilisations politiques et syndicales. Avant la guerre contre le virus, celle contre le terrorisme avait eu la même utilité. Et après ? Les gros nuages menaçants ne manquent pas : l'énorme bulle financière des dettes non remboursables, l'épuisement des énergies fossiles et les catastrophes écologiques, les nouvelles rivalités Est-Ouest et le réarmement généralisé, et, pourquoi pas, d'autres virus ou catastrophes informatiques.

Pour unifier le camp des travailleurs et nous donner une chance de sortir de ces impasses, organisons déjà et partout le débat. Partons des questions simples, livrons-nous au jeu des pourquoi, étudions l'arbre des causes comme dans un

CHS. Pourquoi cette pandémie, sans précédent dans son ampleur et sa rapidité ? Pourquoi est-elle si mal gérée ? Pourquoi une simple petite augmentation exceptionnelle de 100€ à 38 millions de travailleurs ? Pourquoi la hausse des prix et celle des pénuries ? Pourquoi la peur des Gilets jaunes joue-t-elle encore ? A ce jeu des pourquoi, dans un CHS, vous arriverez toujours à remonter à l'organisation du travail et à ses priorités. Au niveau mondial, vous arrivez aussi inévitablement aux racines, aux réalités radicales capables de vous rendre radicaux, autrement dit révolutionnaires. Vous serez obligés d'utiliser des gros mots : capitalisme, impérialisme, et même communisme.

Si vous savez que le Capital transforme les valeurs d'usage, le besoin de se nourrir, se loger, se soigner, se reposer, etc, transforme tout en valeurs d'échange, en fric, en profit et en concurrence, alors vous comprendrez qu'on puisse à la fois se soigner, se vacciner, et en même temps lutter collectivement contre les brevets et la propriété privée, contre l'obsession de la « croissance » chez ceux qui nous gouvernent, contre un capitalisme qui tue tous les jours et est prêt à tuer bien plus encore pour se survivre à lui-même.

Si nous disons « Usages et échanges, oui, mais valeur d'usage et valeur d'échange, non », nous suivons le Capital de Karl Marx. Nous sommes conformes à la théorie communiste !

Nous n'apprenons rien ici aux fidèles lecteurs de Partisan, mais nous devons constater qu'il y a beaucoup d'anticapitalistes autour de nous et

beaucoup moins de communistes révolutionnaires déclarés. Pourquoi? Parce que le mot « communisme » a été pollué par une réalité nouvelle au XXe siècle, celle de pays soviétiques devenus capitalistes d'Etat. Il faut tout reprendre depuis le début. Repartir de Karl Marx. Aboutir comme lui à la classe ouvrière, à la nécessité de sa dictature, et pas à celle d'une nouvelle bourgeoisie. Avoir comme objectif immédiat un pouvoir des travailleurs, de la base au sommet.

Même le mot « anti-capitaliste » lui-même a été pollué, transformé en une simple lutte contre la répression et les mesures du gouvernement, comme si le fondement économique de l'exploitation, de l'accumulation du capital, était passé à la trappe. Même le A du NPA signifie anticapitaliste et montre la difficulté, seulement dans les mots pourtant, à passer de l'anticapitalisme au communisme. Alors, le mot dictature, je ne vous dis pas! Surtout dans un pays impérialiste comme la France, où la petite bourgeoisie salariée est nombreuse et puissante politiquement dans les partis, les syndicats, les associations.

2

Or la révolution ouvrière et communiste, c'est maintenant. Les gros nuages s'accumulent à l'horizon. On a changé de période. Celle du réformisme, du beurre dans les épinards, des petites luttes et du débouché électoral, c'est fini, ça ne marche plus. Depuis les années 1970, c'est « la crise ». Le capitalisme est arrivé au bout de sa mécanisation et de sa rentabilité, et au bout de la planète. Nos luttes sont défensives. Contre les licenciements, contre les mises en sous-traitance, en auto-entrepreneurs, les accords de performance collective (APC). Voyez nos camarades de chez Ibis, Transdev en Seine-et-Marne, Challancin dans le RER, Bergams à Grigny, Carrefour, les premiers de corvée que sont les sans-papiers (qui ont été en grève à Paris début octobre). La tendance est à la dégradation dans tous les secteurs, Heureusement que certains freinent!

Quant au débouché politique, il a besoin d'être « débouché ». Qui ne peut être proprement stupéfait par l'électorisme de tous les partis bourgeois et réformistes. Nous sommes à six mois de l'élection et c'est la comédie sans aucune honte dans tous les camps, le remue-ménage et l'agitation superficielle : Le Pen et Zemmour à l'extrême droite, les pseudos primaires débiles chez les écolos, à LR ou au PS, le PC qui pro-

pose un candidat pro police, pro nucléaire et pro chasseurs (avec ça, il va attirer les jeunes!!), et même à l'extrême-gauche avec les mouvements pathétiques de Arthaud, Poutou ou Kazib qui ne cherchent que l'apparition médiatique et s'esquintent à trouver les 500 parrainages pour pouvoir se présenter. L'expérience a été faite et refaite : le bulletin de vote n'est qu'un jeu bourgeois qui ne sert que la bourgeoisie et voilà la raison de l'abstention massive parmi les prolétaires. Et le jeu des prolétaires? On le cherche...

C'est dans cet esprit que le comité de rédaction de Partisan a proposé, pour ce numéro, deux thèmes : l'écologie, qui se trouve à l'origine de la pandémie Covid-19, et qui nous promet bien d'autres luttes dans les années qui viennent. Et l'internationalisme, une dimension évidente dans une pandémie, gérée de manière scandaleusement impérialiste, et anti-sanitaire, par la bourgeoisie. Une bonne gestion exigerait de toute évidence une solidarité mondiale, une « communauté libre d'hommes libres ». Une bonne gestion serait... le communisme.

N'ayons pas peur des mots, ni de la réalité. C'est être solidaire des autres que d'indiquer : l'avenir sera solidaire ou il ne sera pas. Et ma liberté personnelle? Voici le libre choix que nous offre le capitalisme : le communisme ou la mort! Notre choix est fait, mais ça va tanguer, ça tanguera déjà.

Sachons garder le cap, c'est ça l'enjeu d'aujourd'hui!



« NOTRE MAISON BRÛLE » MAIS COMMENT ÉTEINDRE L'INCENDIE ?

Nous publions ci-dessous une tribune qui circule largement, et qui commence à être signée par tout ce qui se prétend écologiste plus ou moins alternatif, plus ou moins radical, toutes les organisations de la gauche traditionnelle plus ou moins molle (à l'exception du PC et du PS, soit dit en passant). À la suite de cette tribune, nous faisons quelques remarques pour expliquer pourquoi nous ne pouvons pas signer ce texte.

TRIBUNE

www.notremaisonbrule.net/index.php/tribune



La décennie 2000 avait commencé avec l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en septembre 2001. La justice pénale a depuis reconnu la responsabilité accablante de la désorganisation du travail, dont les formes de recours à la sous-traitance, comme cause essentielle de l'accident¹.

La décennie 2010 a commencé avec un tsunami et l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima en mars 2011, à la suite d'une chaîne d'accidents jugés peu probables par les experts en risques technologiques. Cette décennie a vu d'autre part les conséquences en cascade du réchauffement climatique se faire de plus en plus sensibles chaque année.

La décennie 2020, elle, commence avec la pandémie de la COVID, la multiplication d'incendies massifs en Australie, en Californie, en Sibérie, en Amazonie ou encore autour de Tchernobyl. Cet été, nous avons également assisté à l'explosion d'un site de stockage de nitrate d'ammonium qui a détruit le port de Beyrouth parce qu'il avait été abandonné par son propriétaire russe et laissé sans surveillance par les autorités libanaises depuis des années.

Ces tragiques accidents industriels sont l'arbre qui cache la forêt. Ils sont le fruit des logiques d'accumulation et de profit des multinationales, de la course effrénée à la croissance des Etats occidentaux et du mépris des conditions de travail et des impacts environnementaux des forces capitalistes. L'histoire des luttes et

les fortes mobilisations des opprimé.e.s de tout ordre en 2019 et en 2020 nous montrent néanmoins que nous pouvons agir.

Nous, citoyen.ne.s et travailleur.euses, habitant.e.s sur le territoire français, bien que moins immédiatement exposé.e.s aux effets du dérèglement climatique que les pays du Sud, sommes toutefois loin d'être à l'abri des dangers technologiques. Bien au contraire, la France est même beaucoup plus exposée que ses voisins : elle a connu 73 fois plus d'accidents industriels qu'en Allemagne en 2019 (plus de 1000 contre 15). Aujourd'hui, dans l'Hexagone et en Outre-mer, il y a 500 000 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Tandis que les conditions de travail se dégradent partout pour les travailleur.euses chargés de la maintenance et de l'entretien dans tous les secteurs industriels, les ICPE présentent des risques d'incendie, d'explosion ou de pollution, qui peuvent se cumuler les uns aux autres et sont aggravés par le réchauffement climatique, la multiplication des sécheresses, l'intensification des tempêtes, jusqu'à des failles sismiques qui semblent se réactiver.

Sur ces 500 000 sites, seulement 41 000 sont soumis à une réglementation et à des inspections spécifiques. Les 459 000 sites restants échappent à toute inspection et la plupart de leurs données ne sont pas publiques. Les décisions récentes de destruction des règles du code du travail et

du droit de l'environnement, sous couvert de simplification, aggravent encore cette situation.

C'est donc un énorme scandale puisqu'on peut travailler sur et/ou vivre à côté de sites aussi dangereux sans même le savoir. Ainsi, d'après l'enquête parlementaire, à Rouen, le 26 septembre 2019, le site de l'entreprise Normandie Logistique qui pourrait être à l'origine du départ de feu chez Lubrizol, classée SEVESO, faisait partie de ces 459 000 sites non répertoriés.

Nous faisons également face à un vrai problème de compétences en France dans la maîtrise des risques technologiques. Il y a beaucoup moins d'effectifs au sein des ministères que dans les pays nordiques, pas de formations universitaires assez poussées sur la conception des systèmes de sécurité incendie comme en Grande-Bretagne ou aux États-Unis et pas suffisamment de cours sur ce sujet dans la formation de nos techniciens, de nos ingénieurs et de nos architectes. Les préfets, qui ont à leur charge la responsabilité des ICPE sur leur territoire, sont seuls à arbitrer entre développement économique et protection de la population et de la biodiversité.

À l'heure actuelle, les pouvoirs publics ne donnent pas des moyens humains et financiers suffisants à l'instance d'inspection des établissements classés, et la grande majorité des sites dangereux n'est pas inspectée. Pour éviter que



Après l'explosion d'un entrepôt bourré de nitrate d'ammonium, Beyrouth 2020.

la logique économique continue de primer sur les êtres vivants, il faut identifier les risques technologiques que les industriels et le gouvernement français font peser sur la population et les écosystèmes, grâce à un engagement populaire essentiel en ces temps de crise.

La France doit changer de paradigme, d'autant plus que le pays le plus nucléarisé de la planète est aussi le deuxième pays de l'Union Européenne après l'Allemagne en nombre d'usines présentant des risques d'accidents majeurs. Comme pour Lubrizol, les 1300 sites SEVESO et les 127 Installations Nucléaires de Base (INB) de notre territoire peuvent être mis en danger par ces 459 000 sites qui peuvent entraîner des effets dominos à l'échelle d'une ville ou d'un territoire. En outre, la logique du « moins-disant » dans le recours à la sous-traitance et à l'intérim, entraîne une maintenance de ces sites en mode dégradé, redoutable en termes de maladies professionnelles graves (cancer et autres) et d'accumulation de risques d'accident.

Enfin, le grand public n'est absolument pas informé ni sensibilisé sur ces sujets. Dès le plus jeune âge, nous prenons les entraînements d'évacuation incendie réalisés dans le milieu scolaire avec dérision, contrairement à d'autres pays dans le monde qui reconnaissent la réalité des dangers et refusent d'infantiliser leur propre population. Nous devons donc investir particulièrement la question éducative en permettant à tous les enfants d'accéder aux savoirs élaborés de la culture écrite, en améliorant considérablement les conditions d'enseignement et en intégrant de manière beaucoup plus poussée les enjeux environnementaux, économiques, sociaux et politiques dans les programmes.

La question des dangers industriels n'est pas une nouvelle lubie environnementaliste mais concerne en tout premier lieu les travailleuses et les habitant.e.s des quartiers populaires. Alors qu'ils pâtissent déjà des fortes inégalités sociales et d'importantes discriminations racistes, ils sont bien plus vulnérables et exposés au changement climatique.

C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps de se mobiliser concrètement pour :

- produire un savoir ouvrier et populaire sur

le travail et les dangers technologiques,

- empêcher l'allègement de la réglementation qui permettrait l'implantation dans des conditions inacceptables de nouveaux sites industriels tels que les 78 annoncés par le gouvernement en juillet 2020,
- agir pour la substitution des activités industrielles dangereuses remplaçables immédiatement,
- réduire et surveiller celles dont nous ne pouvons pas nous passer dans un premier temps.

Ainsi, nous n'avons pas besoin des engrais à base de nitrate d'ammonium, dont l'agro-industrie française raffole (8 % de la consommation mondiale pour notre petit pays), et qui pourraient être remplacés par davantage d'agriculture biologique, en se passant progressivement d'engrais chimiques, à condition d'investir dès maintenant massivement dans la transition agricole. Outre les dangers qu'elle fait peser sur les personnes résidant en France, elle expose les populations proches des ports du Liban, de la Roumanie, de l'Ukraine, du Sénégal, d'Inde, d'Algérie, de la Libye et du Yémen par son commerce mondial.

Pour ce faire, la plateforme Notre Maison Brûle a été conçue pour élaborer collectivement et partager localement des savoirs situés grâce à des outils d'enquête et de mobilisation sur une cartographie contributive. Notamment pour identifier les 459 000 installations agricoles, usines et entrepôts potentiellement dangereux, mais aussi pour briser l'invisibilité des conséquences sanitaires, tels les cancers professionnels et environnementaux et autres maladies industrielles. Nous devons montrer grâce à ces savoirs populaires qu'il est possible de remplacer efficacement ces dangers que nous impose une minorité, mais aussi que les ouvrières, les riverain.es et les générations futures ne sont pas condamnées à travailler et à vivre dans un environnement dangereux pour toujours.

Solidaires par-delà les frontières, nous n'oublions pas la responsabilité des pays riches et d'une puissance nucléaire et industrielle néocoloniale telle que la nôtre dans le système capitaliste extractiviste, qui mettent en danger les peuples et les écosystèmes du Sud, par l'extraction de matières premières et le transit permanent de marchandises dangereuses.

Nous appelons le samedi 26 septembre prochain à 14 heures, un an après la catastrophe de Lubrizol, toutes les personnes et organisations déterminées à renforcer l'engagement populaire par la base et à se réunir devant les sites SEVESO et autres installations nucléaires autour de chez elles. Ainsi réunies, elles pourront constituer des groupes locaux d'enquête-action pour supprimer et remplacer les dangers inutiles que nos gouvernants nous imposent.

Ensemble, construisons une mobilisation d'enquête-action pour développer un rapport de force qui nous sera favorable et arrêter l'intoxication du monde.

Si vous souhaitez signer la tribune, c'est par là : signature@notremaisonbrule.net

.....
| <https://blogs.mediapart.fr/annie-thebaud-mony/blog/100820/beyrouth-apres-azf-industriels-responsables-et-coupables>

COMMENTAIRE

Alors, que dire ?

Qu'en première lecture rapide, on ne peut qu'être impressionné par l'accumulation des faits, qui est exactement celui que nous faisons. La description de la catastrophe capitaliste/impérialiste est saisissante, et effrayante.

Alors, oui, on fait quoi quand notre maison brûle ?

On ne peut qu'être sidéré par le niveau des réponses, qui paraît bien loin de l'urgence : plus de formation (vous savez, on manque d'experts et de compétences...), renforcer la législation, trouver des productions alternatives et moins dangereuses, surveiller les installations à risque, demander aux pouvoirs publics des moyens humains et financiers.

Bien, pourquoi pas, évidemment pourrait-on dire, c'est le basique de l'activité de tous les collectifs qui combattent les risques industriels, les toxiques chimiques, la pénibilité au travail. Ce n'est que l'activité immédiate, indispensable et urgente pour limiter les dégâts.

Mais imagine-t-on qu'on va ainsi régler les problèmes décrits en première partie ? C'est une blague, non ? Imagine-t-on qu'on va pouvoir mettre gentiment sous contrôle les monopoles impérialistes qui détruisent sans vergogne la planète ? Qu'on va pouvoir éviter que « la logique économique prime sur les êtres vivants » ? Grâce à des « savoirs populaires qui sauront efficacement remplacer les dangers » ???

Là, franchement soit c'est de la naïveté et de l'ignorance crasse sur le fonctionnement économique du capitalisme, soit c'est du réformisme le plus profond qui n'imagine d'évolution que dans

la transformation de la société à petits pas, de manière responsable et légaliste, surtout sans bouleversement révolutionnaire. Au choix.

Mais en fait, la notion de capitalisme est quasiment absente, hormis une référence floue en introduction :

« Ils sont le fruit des logiques d'accumulation et de profit des multinationales, de la course effrénée à la croissance des Etats occidentaux et du mépris des conditions de travail et des impacts environnementaux des forces capitalistes ». OK, mais le rôle des Etats, quartiers généraux des multinationales, il est où ? L'exploitation de l'homme et de la nature, elle est où ? Comment en finir avec cette logique sinon par un bouleversement révolutionnaire ?

À partir d'une bonne description, la tribune nous entraîne vers des impasses acceptables par les plus réformistes des groupes écologues ou politiques, qui ne craignent au fond qu'une seule chose, la révolution.

Que la France Insoumise signe, rien d'étonnant. Que le NPA signe, ce n'est que la marque de son glissement vers le réformisme, de moins en moins radical. Mais les groupes écologiques radicaux devraient réfléchir à deux fois avant d'apposer leur signature sur de tels documents unitaires : ils valident exactement ce qu'ils combattent en fait, le green-washing d'un capitalisme auquel on ne veut finalement pas toucher... Et donc qu'ils devraient progresser dans l'idée qu'il ne peut pas y avoir de vrai combat écologique sans combat anticapitaliste ; comme on dit aujourd'hui « l'écologie sans anti-capitalisme, c'est du jardinage ».

Aux militants écologiques radicaux d'en tirer les leçons.

ÉCOLOGIE :

AUGMENTER OU RÉDUIRE

LA PRODUCTION ?

Nous avons reçu le courrier suivant d'un lecteur fidèle, que nous nous faisons un plaisir de diffuser et de discuter.

Le 01/08/21

Merci de m'avoir amené au stage d'été de VP et à l'école de base dans les années 2000. Ça a eu une grande influence sur moi, même si au final je n'ai pas adhéré à l'organisation.

J'ai été ému par le texte « 2016-2019 : La crise de VP », publié dans le dernier numéro du magazine. C'est touchant de voir la persévérance et la modestie de votre organisation.

VP a un riche passé, de luttes politiques et d'expériences pratiques, mais la crise traversée récemment doit nous rendre encore plus forts, et plus modestes. Que les expériences, parfois douloureuses, servent à tous pour aller de l'avant!

Si je peux me permettre de vous donner un conseil pour rebondir et aller de l'avant, je vous suggère de supprimer cette horreur de votre plateforme (section 422):

Si les ouvriers participent à tous les niveaux à la gestion et au pouvoir, leur expérience et leur initiative permettront d'accroître la production sur des bases nouvelles. Cet accroissement est nécessaire à l'amélioration du bien-être collectif et pour dégager du temps libre.

N'importe quel militant sain d'esprit et qui a des connaissances valables en écologie fuira votre organisation en courant après avoir lu ce passage. Moi, en tout cas, je n'adhèrerais pas à VP pour cette raison, car j'ai une contradiction antagonique avec ce passage.

Formez-vous à l'écologie, lisez *Nature*, lisez *Science*. Il ne faut pas accroître la production. Il faut la réduire.

À mon avis, si vous intégrez une orientation écologique véritable dans votre organisation, vous attirerez des gens bien. Par exemple des militants d'Extinction Rébellion, ou d'autres organisations écologistes, qui sont frustrés par la naïveté politique de ces organisations.

Mais passer d'un objectif politique de croissance économique à un objectif politique de décroissance économique est une véritable révolution culturelle. En êtes-vous capables? Je l'espère pour vous.

[Un lecteur]

Tout d'abord, un grand merci à notre lecteur pour sa contribution qui se démarque des critiques définitives et assassines trop souvent répandues dans le milieu militant. Merci pour sa lecture de notre résolution sur « la crise de VP », qui effectivement nous contraint encore plus à la modestie. Et enfin merci pour sa contribution pour l'écologie et ses conseils.

C'est à ce propos que nous voudrions, en toute modestie (!) apporter quelques éléments de réponse.

Tout d'abord, notre lecteur a raison, la phrase est malheureuse, car elle propose une augmentation de la production **en quantité** pour libérer les travailleurs, même si elle est nuancée par une formule, plutôt vague on le concède, sur les « bases nouvelles » nécessaires. Mais il y a effectivement de quoi rebuter les écologistes radicaux d'aujourd'hui!

Notre plateforme date de 1993 (presque 30 ans déjà!) et, si nous avons déjà pris en compte la préoccupation écologique en particulier face au nucléaire, nous étions encore un peu influencés par la conception productiviste et économiste de la libération des forces productives que permettrait le socialisme. Nous nous permettons de mettre en encadré ci-contre un autre extrait de cette même plateforme (le paragraphe 596) pour éclairer ce que nous disions à l'époque, qui va bien plus loin qu'une simple formule malheureuse.

Au début des années 1990, rares étaient encore les écologistes et militants à critiquer sérieusement la limite des ressources de la planète et donc la nécessaire transformation radicale du mode de production, de ce point de vue. Sobriété, lutte contre les gaspillages, décroissance étaient des idées nouvelles et encore marginales, confuses et portées par des courants très réformistes voire réactionnaires.

Il nous a fallu du temps, à nous aussi, pour progresser dans la compréhension que le bouleversement complet des rapports de production capitaliste et du mode de production lui-même devait s'ouvrir à la préservation de la nature. Pourtant, les bases économiques et politiques étaient présentes dans nos positions, puisque nous critiquions déjà le productivisme, la notion même de croissance qui n'est que la manifestation de l'accumulation capitaliste.

Donc notre lecteur a raison de critiquer cette formule, et il conviendra de la corriger dans une

prochaine mise à jour de cette plateforme (ce que nous envisageons, sans être trop précis sur les délais – il y a bon nombre de passages dépassés).

Cela dit, nous voudrions souligner quand même une limite de cette critique. La question de la production n'est pas avant tout une affaire de **quantité**, l'augmenter ou la réduire – même si c'est un aspect de la discussion.

La question de la production, c'est avant tout celle de l'accumulation, du pourquoi et du comment, des objectifs et des enjeux, des rapports de production. Et s'il faut bien libérer les forces productives (dont les prolétaires sont la part essentielle – il faut le rappeler ici), c'est précisément pour permettre l'avènement d'une nouvelle société libérée de l'exploitation et où le temps libéré permettra à chacun.e de prendre en charge l'avenir collectif.

Nous avons essayé d'illustrer ce point dans un autre article de ce magazine, à propos de l'énergie, en montrant la démarche que cela entraînait.

A ne traiter la question de la production que nous l'angle de la quantité, on risque fort de sombrer dans un débat stérile entre productivistes (plus de production) et décroissants réactionnaires (moins de production) sans rentrer dans le fond de la discussion.

Bien entendu, nous ne prêtons pas ces positions réactionnaires à notre lecteur! Mais cette remarque est là juste pour illustrer la complexité du débat, et la nécessité de poursuivre le travail théorique et la réflexion sur ce qu'est un écolo-maoïsme véritable, dans tous les domaines, économique, politique, social et idéologique.

Nous y travaillons réellement, et nos prises de positions récentes en sont l'illustration : le nitrate d'ammonium à AZF et Beyrouth, le chlorodécone aux Antilles, Lubrizol, la marche contre Monsanto, nous étions là à chaque fois pour faire le lien entre écologie et critique de l'économie politique chère à Marx!

On peut également relire avec profit le numéro 6 de notre Magazine Partisan dont le dossier est consacré à cette question. S'il est aujourd'hui épuisé, il est intégralement en ligne sur notre site (<http://www.ocml-vp.org/article1672.html>).

596. VERTS PARCE QUE ROUGES

Extrait de notre plate-forme politique (cahier n° 3)

La critique approfondie du capitalisme nous a conduits à prendre position sur le développement du nucléaire, et à dégager ainsi une démarche par rapport aux **préoccupations écologistes**.

Les catastrophes industrielles à grande échelle se sont multipliées ces dernières décennies. Elles ont provoqué une prise de conscience qui est à la base du succès écologiste. Les milliers de morts de Bhopal en Inde, des catastrophes de Mexico ou de Guadalajara, Tchernobyl et Three Miles Island, les déchets toxiques transférés clandestinement dans les pays dominés transformés en poubelles, les catastrophes ferroviaires et maritimes, l'extension de la pollution sous toutes ses formes... ont ouvert les yeux sur les risques de destructions massives qui pèsent sur l'humanité entière. Elles ont contribué à **remettre en cause le modèle d'industrialisation actuellement dominant**.

Mais le plus souvent, cette critique en reste au niveau des abus, des excès du système. Or ces catastrophes ne sont que des **conséquences du mode d'accumulation capitaliste**, de la domination impérialiste, de la recherche de nouveaux débouchés pour un capitalisme en crise, et de la course effrénée à la compétitivité dans la guerre économique mondiale. Ce n'est nullement le progrès, en tant que tel, qui en est la cause, mais bien les règles du marché, la loi du profit et la concurrence capitaliste.

Le problème n'est pas qu'on touche à la nature, qu'il faudrait en quelque sorte «préserver». L'homme ne s'est-il pas détaché de l'animal précisément en transformant la nature? La question, c'est que la transformation inévitable de la nature doit être **au service des êtres humains, actuels et futurs, et non pas au service de l'accumulation du capital**. Seul le bouleversement des règles du jeu économique peut permettre le développement à long terme d'une conception durable, économique, anti-gaspillages, renouvelable... de l'utilisation des ressources de la planète.

Nous ne sommes pas **anti-nucléaires** par opposition générale au progrès. Nous ne le sommes pas non plus par une quelconque peur irrationnelle de l'atome. Nous sommes anti-nucléaires dans la mesure où le développement, civil comme militaire, de cette branche technique, industrielle et économique, s'est fait **sur la base des impératifs impérialistes**. Gigantisme et concentration, militarisation de la société, problèmes de sécurité non résolus, déchets de longue durée, principes techniques qui entraînent un processus productif très rigide, et par conséquent des gaspillages phénoménaux, du fait de l'impossibilité d'arrêter les centrales... Le développement de l'industrie actuelle obéit avant tout aux impératifs de l'accumulation capitaliste. Ce n'est pas spécifique au nucléaire. Mais cela atteint, avec celui-ci, une dimension encore jamais vue.

Ce que nous contestons, ce ne sont pas seulement les conséquences et les risques de cette industrie. C'est là qu'en restent les écologistes. Ce que nous récusons, nous, c'est un **mode d'accumulation du capital** symptomatique de l'époque de l'impérialisme. Et c'est là le sens que nous voulons donner à notre participation à ce combat anti-nucléaire.

Nous nous démarquons à la fois des courants **écologistes** et **alternatifs**, qui en restent à la critique des conséquences du nucléaire sans remettre en cause le capitalisme, et des courants **«productivistes»**, comme le PCF et Lutte Ouvrière, qui parlent du «progrès» en général. Ces derniers défendent le nucléaire de ce point de vue, et considèrent qu'il suffit de changer quelques dirigeants à la tête de l'État pour résoudre le problème.

ÉNERGIE : NOUS SOMMES ÉCOLOS-MAOÏSTES!



10

*Manifestation
à l'occasion de la COP26,
Glasgow 2021.*

Les prix de l'énergie flambent. Essence et mazout, gaz et électricité atteignent des sommets et chacun se demande comment boucler son budget, entre chauffage et transports.

De leur côté, les experts sont perdus, puisqu'en même temps les évidences écologiques s'imposent peu à peu dans les esprits : réchauffement climatique incontestable, caractère limité des ressources de la planète, pollutions généralisées. Les uns après les autres, ils viennent nous vendre à la télé « leur » solution, qui n'est qu'une nouvelle échappatoire sans issue... en attendant de dire le contraire le mois d'après.

Du coup, dans les débats écologiques et économiques, la polémique fait rage dès qu'on parle énergie, et c'est la confusion qui s'installe peu à peu, pour le plus grand bonheur des grands monopoles impérialistes qui peuvent faire comme ils l'entendent. Et pourtant, c'est bien notre avenir à tous qui est en question.

- Le charbon? Pouah, caca, du CO₂, des particules fines, de la pollution en mégatonnes, des conditions de travail épouvantables pour les mineurs – il y a un rejet massif de cette énergie fossile, tout à fait légitime. Malgré toutes les critiques, toutes les annonces tonitruantes et bienpensantes, l'extraction du charbon continue à augmenter au niveau mondial, et tend à resurgir avec la fermeture des centrales nucléaires (c'est le cas par exemple en Allemagne).

- Le pétrole? Pareil que le charbon et les autres énergies fossiles (gaz naturel), avec deux aspects supplémentaires : il est indispensable pour le transport (automobile, poids lourds, aérien et maritime), et pour la pétrochimie.

- Le nucléaire? Ah enfin une énergie propre et décarbonée nous chantent aussi bien EDF que le PCF. En oubliant les déchets radioactifs qui vont pourrir la planète pendant des millénaires, en oubliant le pillage, la pollution radioactive et les dégâts collatéraux dans les pays producteurs, les dégâts et la précarité de la sous-traitance.

- L'éolien et le solaire? Enfin une source inépuisable et locale, sans CO₂ direct. Mais qui parle de la durée de vie des éoliennes et de leur production intermittente? Qui parle des métaux rares et toxiques nécessaires aux générateurs (comme

le néodyme des électroaimants) ou aux cellules photovoltaïques, des composites imputrescibles pour l'éternité des pales d'éoliennes qui commencent à s'entasser dans de véritables cimetières? Qui parle de la véritable désertification végétale provoquée par l'installation de centrales solaires de plusieurs centaines d'hectares?

- La voiture électrique? La tarte à la crème des constructeurs automobiles aujourd'hui, prêts à n'importe quel mensonge « écolocompatible » pour nous vendre leurs nouveaux produits. Mais quid des batteries, de l'extraction massive du lithium au Chili ou en Bolivie, pour une durée de vie finalement limitée? A tel point que certains experts – peut-être un peu orientés! – nous affirment que finalement la voiture électrique pourrait être plus polluante que la voiture traditionnelle sur toute sa durée de vie... Et bien sûr de l'alimentation électrique basée sur le nucléaire??

- L'hydroélectrique? Fluvial ou marin, ce ne pourra être qu'une solution d'appoint compte tenu de la configuration des fleuves, sans compter les désastres écologiques provoqués par les barrages gigantesques construits de nos jours (barrage des Trois Gorges sur le Yangtsé en Chine, barrage Renaissance sur le Nil en Ethiopie, barrage Inga sur le Congo en RDC, barrage Jirau sur l'Amazonie au Brésil...).

- La méthanisation? Gigantesques projets pour recycler les déchets animaux ou urbains en produisant du gaz naturel, non fossile mais producteur de CO₂, avec des sources de pollutions annexes considérables...

- L'hydrogène? Le fameux moteur qui ne rejette que de l'eau, magique, non? En oubliant que la production de l'hydrogène vient pour l'essentiel des hydrocarbures très polluants, ou de l'eau elle-même avec un rendement extrêmement médiocre.

Et ainsi de suite... chaque fois qu'une nouvelle option apparaît avec ses avantages, surgissent en parallèle tout à fait dialectique les inconvénients, car bien entendu la solution miracle n'existe pas...

Mais alors qu'est-ce qu'on fait? On ne s'y retrouve plus et pendant ce temps, notre « maison continue de brûler »! Où que l'on tourne la

tête, on ne voit que catastrophes et dégradations, et c'est désormais la confusion qui l'emporte. Confusion qui ne mène qu'à l'impuissance et au découragement.

On en arrive presque à **nous faire croire que le nucléaire, finalement c'est super!!** Malgré Tchernobyl, Fukushima, la mine d'Arlit au Niger avec les services spéciaux et les djihadistes, les déchets stockés à Bure ou ailleurs pour l'éternité...

Aujourd'hui même des secteurs des Verts et du NPA s'interrogent sur le nucléaire, finalement « pas si pire » : un texte de militants du NPA d'avril 2021 écrit froidement que « *Contrairement à ce qu'affirme la commission écologie du NPA, sortir du nucléaire « en moins de dix ans » n'est ni possible, ni souhaitable. Pour lutter contre le changement climatique et pour le progrès social, les communistes doivent renouer avec les travailleurs de l'énergie et rompre avec la diabolisation irrationnelle du nucléaire.* » Formidable retour en arrière de dizaines d'années de luttes antinucléaires...

Et Macron peut nous vendre la main sur le cœur l'installation des réacteurs nucléaires EPR pour remplacer les centrales actuelles qui deviennent vétustes (et qu'il va falloir démanteler), comme les mérites des SMR, ces petits réacteurs

nucléaires modulaires tellement mignons qu'on vous jure qu'ils sont hyper propres...

Mais, en vérité, cette confusion n'est pas trop étonnante, puisque toutes ces perspectives ne sont imaginées que dans une évolution technique modernisée du capitalisme mondialisé, c'est-à-dire en respectant toutes ses règles fondamentales que sont le profit, le marché, la concurrence et la guerre économique, l'exploitation. Du coup, tout n'est qu'atteintes à l'homme ou à la nature, comme disait Marx. Le capitalisme, c'est la catastrophe, il ne peut en être autrement.

Ce débat, qui touche au mode de développement économique et social de toute la société n'est pas un débat économique ou technique. **C'est d'abord un débat politique, qu'il faut aborder d'un point de vue de classe.** Nous avons l'habitude de le dire dans nos rangs : la révolution est une révolution économique et sociale, portée par une révolution politique et idéologique. C'est-à-dire que le socle, la vraie transformation elle est bien dans la base économique, dans les fondements matériels de la société, mais que le moteur, le facteur dirigeant, **c'est le projet politique et idéologique**, le sens et l'objectif avec lesquels on transforme cette société.



Et de cela, personne ne veut en parler, ni les bourgeois capitalistes plus ou moins verts, ni les réformistes plus ou moins radicaux, ni les écolos plus ou moins intégristes.

Alors, remettons la politique au poste de commande et affirmons quelques pistes générales pour l'avenir – à défaut de pouvoir les mettre en œuvre dès aujourd'hui.

- Il n'est pas question de revenir à l'âge des cavernes. L'humanité s'est construite en transformant la nature, c'est inévitable. L'enjeu politique, c'est le caractère raisonné de ces transformations.
- La première chose, c'est de **poser le problème politique d'un point de vue de classe**. Qui défend-on au premier chef, à savoir la classe ouvrière et le prolétariat, les secteurs abandonnés et exploités ou « la population » en général, bourgeois et prolétaires main dans la main pour « sauver la planète » ?

Il faut avoir une orientation prolétarienne, non pas d'un point de vue étriqué, économiste (donner un peu plus d'énergie à celles et ceux qui n'y ont pas accès), mais d'un point de vue global à savoir la construction révolutionnaire d'une société libérée de l'exploitation, tout en préservant la nature. On ne se place ni du point de vue des monopoles capitalistes en plein green washing (évidemment), ni du point de vue des petit-bourgeois écolos-bobos, ni des experts rois des discours techniques inaccessibles, mais du point de vue de la classe ouvrière, de ses priorités immédiates et à long terme. Donc accès à l'énergie pour tous, oui, mais pas n'importe comment.

Il n'y a pas de recette technique, parce que de toutes les façons, toute intervention humaine modifie la nature, et que donc **tout est question de choix, de priorités, de perspectives**. Aujourd'hui ce sont les exigences du profit qui s'imposent, demain ce seront les besoins des plus défavorisés qui seront prioritaires, ainsi que la protection à long terme de la planète.

- Pour le prolétariat, les priorités énergétiques directes sont le logement (chauffage, éclairage), les transports, les communications modernes. Les priorités indirectes sont les nécessités industrielles pour la satisfaction des besoins les plus urgents. Qui sont elles-mêmes à définir, d'un

point de vue politique et de classe. La priorité au transport aérien n'en sera plus une, c'est clair ; le dernier smartphone obsolète en deux ans non plus. Mais un logement sain et durable, de l'eau et des liens collectifs, certainement.

Ce choix des priorités sera donc **l'objet d'une intense lutte de classe**, pour imposer les besoins du prolétariat, et non pas ceux de la petite-bourgeoisie salariée ou des cadres par exemple. Et qui dit lutte des classes, dit participation massive au débat politique, confrontation, polémique, éclairage des enjeux, dénonciation des défenseurs de la voie capitaliste, celle des privilèges et des injustices.

- Car il y aura **toujours besoin d'une grande industrie**, d'acier, de ciment, de composants électroniques, de médicaments, de chimie et d'agro-alimentaire. Quoiqu'en disent les écolos intégristes, comme tous les amnésiques qui « oublient » tout simplement les fondements d'une société moderne. Et l'on voit alors bien la lutte féroce autour de ces secteurs : quelle importance ? Pour quels besoins ? Selon quels critères ? La production pour la production, comme on l'a vu se développer dans le capitalisme d'Etat russe ou chinois ? Ou une production contrôlée pour les besoins des prolétaires ?

- **Dans cette lutte des classes**, nous aurons bien entendu face à nous les bourgeois privés ou d'Etat dont nous voulons faire disparaître les sources de profit. Nous aurons face à nous toute une frange du mouvement écolo intégriste, qui ne jure plus que par la protection de la nature en abandonnant les rapports de production et la protection des producteurs, précisément parce que eux peuvent s'en sortir dans la société actuelle et qui ne jurent plus que par la préservation de leur petit confort individuel sans se soucier de la grande masse des prolétaires qui souffrent de l'exploitation, des pénuries et de la misère. Mais nous aurons avec nous la grande masse des écologistes radicaux, ceux qui vont jusqu'à mettre en cause le « système global » qui pilote la société et qui trouveront enfin une option révolutionnaire pour en finir avec les maux du capitalisme. Nous aurons avec nous la grande masse des prolétaires qui verront enfin leurs besoins mis en priorité par toute la société.

Mais ce n'est pas tout. Nous trouverons contre nous une frange de la petite-bourgeoisie salariée qui refuse absolument toute perspective

révolutionnaire, et n’imagine qu’un capitalisme humanisé plus ou moins vert, sans trop de bouleversements et surtout sans remettre en cause les quelques privilèges et miettes concédées par les exploités. De même, nous trouverons face à nous une frange de la classe ouvrière des pays impérialistes, gangrenée par le corporatisme et le productivisme, qui défendront jusqu’au bout leur emploi et privilèges, même s’il s’agit des pires des productions, comme l’armement ou le nucléaire – nous les voyons déjà à l’œuvre aujourd’hui dans la CGT et le PCF.

- Ensuite, la règle **c’est la lutte contre tous les gaspillages**, pour les économies d’énergie. Qu’il s’agisse de l’alimentaire, des déchets, du chauffage ou ici énergétiques, c’est une règle qui doit être au poste de commande : sobriété, économie, pas de gaspillages. Même le capitalisme est capable d’en pointer les perspectives dans ses perspectives de greenwashing : les maisons passives, par exemple, dont le bilan énergétique est nul et dont il y a déjà des exemples d’immeubles complets en Suède. On peut ainsi considérablement réduire la consommation énergétique sans modifier la satisfaction des besoins – que l’on peut ensuite éventuellement réduire. Le recyclage en fait partie, mais ce n’est qu’un pis-aller : d’abord réduire tous les gaspillages monstrueux engendrés par la société capitaliste. C’est de cette manière que nous pouvons dire que nous sommes « décroissants », pas à la sauce réactionnaire de Pierre Rahbi et de ses Colibris, mais au sens d’une production progressiste et responsable.

- Par voie de conséquence, il faudra mettre la priorité sur **la déconcentration, la relocalisation des lieux de production**, avec l’adaptation différenciée de la production d’énergie à l’utilisation, sans passer par des transformations ou des transports, sources de pertes. Pour faire du chauffage, inutile de passer par l’électrique, le solaire thermique plus l’isolation iront très bien. Ainsi, il faut savoir qu’au moins 10% de la production électrique est perdue dans les transformateurs et le transport de l’électricité, du fait de l’hyper centralisation du réseau. Il faudra en finir avec ça, donc revoir toute la production électrique sur une base décentralisée.

- Il faudra donc savoir **remettre en cause des besoins inutiles**, faire des choix de production. Ainsi, la réduction drastique de la

consommation des plastiques mènera évidemment à des économies d’énergie importantes. En ce sens aussi, nous pouvons dire que nous sommes quelque part « décroissants ».

- Enfin, **la préservation de la nature**, de l’environnement, et de l’avenir de la planète doivent être parmi les premiers critères de priorité. Cela ne veut pas dire ne rien faire et se soumettre à la nature, mais faire des choix compatibles avec cette perspective, et y réfléchir à deux fois avant de se lancer dans de nouvelles aventures productivistes. Nous devons remettre définitivement en cause tout le passé « productiviste » du mouvement communiste – plus exactement capitaliste d’État et révisionniste, qui pendant des décennies n’a vu le progrès que comme accroissement quantitatif de la production des biens matériels, sans prendre en compte l’impact désastreux sur la nature : l’exemple le plus connu étant l’assèchement et la désertification de la mer d’Aral de l’ex-URSS, pour la production industrielle de coton de l’Ouzbékistan. Outre l’exploitation toujours féroce des ouvriers.

Alors, s’il y a une révolution et que vous arriviez au pouvoir demain matin, vous faites quoi ?

Rêvons un peu... quoique de manière tout à fait métaphysique dans la mesure où on en est manifestement très loin et que nous ignorons tout des conditions de cette arrivée au pouvoir.

- Première option, cette arrivée au pouvoir se fait à l’issue d’une guerre civile, d’une guerre impérialiste ou autres bouleversements majeurs. C’était le cas de la Russie bolchevique en 1921. Le pays est à moitié détruit, on peut imaginer un théâtre économique et productif dans l’état de celui de la Syrie d’aujourd’hui.

Les conditions objectives s’imposent alors, et la première priorité évidente et urgente, quoiqu’il en coûte, c’est de restaurer la fourniture d’énergie et la garantie des transports. On peut alors imaginer qu’on relance le système énergétique tel qu’il a été développé par le capitalisme, ce qui peut même être **contradictoire** avec le programme de la révolution (imaginons : relancer les centrales nucléaires, ou au charbon...). Cela a été le cas lors de la NEP (Nouvelle Politique

Economique) dans la Russie de 1921 où Lénine a accepté la relance d'une certaine économie capitaliste pour simplement garantir dans l'urgence la survie de la révolution bolchevique.

Tout dépend alors de la direction politique du Parti pour encadrer ce qui est **un recul sérieux, même s'il est indispensable**, en conservant la perspective future des transformations nécessaires. Avec tous les dangers que cela comporte de finalement reproduire l'ancienne société et de laisser de côté le programme écolo-maoïste.

Ce serait la même chose dans le cadre d'un contexte, tout à fait imaginable, d'un effondrement généralisé du capitalisme, écologique et sanitaire, financier et économique, politique et social. La pandémie de la Covid, comme la crise financière de 2008 en ont été comme des signes avant-coureur.

- Deuxième option, le pays n'est pas détruit, et il s'agit de mettre en œuvre le programme. Mais l'apparente simplicité de la question (« Vous faites quoi, alors ? ») se heurte à **une multiplicité d'inconnues** : si les communistes sont arrivés au pouvoir, c'est dans quel contexte international (à l'heure de la mondialisation, on a du mal à imaginer un cadre étroitement national) ? Dans quel contexte économique et social ? A l'issue de quelle mobilisation, qu'on peut imaginer massive ? Avec quelles alliances ? Dans quel état du débat politique et de discussion du programme ? Avec quels experts au service du prolétariat pour aider à la mise en œuvre de celui-ci ?

Effectivement, les moyens d'agir seront alors complètement différents, et ils sont difficiles à imaginer aujourd'hui. Sachant que lors d'un processus révolutionnaire, tout va très vite et la conscience fait des bons gigantesques en peu de temps. D'où l'importance, dès aujourd'hui d'approfondir la critique du capitalisme jusqu'au bout, pour dégager des pistes générales (voir plus haut) qui nous serviront alors de guides indispensables.

On le voit, la révolution écologique, politique et sociale est d'une ampleur sans précédent et ne peut se limiter à quelques recettes minables qui échoueront de toutes les façons. Par sa conception, qui touche le cœur du mode de production, elle s'inspirera nécessairement de la Révolution Chinoise et en particulier de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, qui a contesté ce mode de production jusqu'au cœur pour remettre en cause les fondements de l'exploitation, des rapports de production capitaliste.

Aujourd'hui, il faut élargir la perspective. Poursuivre bien sûr le chemin de la Révolution Culturelle, mais en insérant la conception écologique indispensable, que nous avons progressivement repris à notre compte, au fil de l'évolution de la catastrophe capitaliste elle-même.

**Nous sommes Verts
parce que
nous sommes Rouges,
nous sommes écolos-maoïstes !**



N'EN DÉPLAISE À BEAUCOUP, LA CHINE EST UNE PUISSANCE IMPÉRIALISTE!

16



*Derrière la poignée de main,
la concurrence impérialiste
entre les USA et la Chine s'aiguise.*

Quand on parle « impérialisme », le pays qui arrive directement dans les esprits, c'est les Etats-Unis et l'accumulation des méfaits, interventions militaires ou souterraines, massacres, invasions depuis le début du 20^e siècle, le dernier exemple en date étant l'Afghanistan.

On parle également des pays européens, la Grande-Bretagne, la France bien sûr puisque nous sommes directement concernés. Peut-être du Japon, de l'Australie et de quelques autres.

Et puis c'est tout. Comme si le monde décrit par Lénine en 1917 dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », il y a plus de 100 ans, n'avait pas changé.

Silence sur la restauration du capitalisme en Russie, et sa transformation en nouvelle puissance impérialiste après la guerre. Silence aussi sur la Chine, nouvelle puissance dominante à l'échelle mondiale, qui rivalise désormais avec les Etats-Unis.

Nous militants de l'OCML Voie Proletarienne affirmons que le capitalisme a été restauré en Chine à la mort de Mao Tsétoung en 1976, et que le pays s'est depuis transformé en nouvelle puissance impérialiste redoutable pour les peuples du monde, au premier chef le peuple chinois, étendant ses griffes sur tous les continents. Mais nous sommes peu nombreux à l'échelle internationale à assumer de telles positions (mention spéciale aux camarades équatoriens du Movimiento Vientos del Pueblo).

Le Parti Communiste d'Inde (maoïste) vient de faire paraître une étude détaillée qui va mettre un terme aux hésitations des camarades. Après dix ans d'études approfondies sur la base des textes de Lénine, de Mao et d'une multitude d'études économiques documentées, après une première version en 2017, le PCI(m) a publié en janvier 2021 une deuxième édition amendée (87 pages) que nous avons traduite.

Sur la base d'une étude économique imparable, depuis les vagues de réformes libérales des années 80-90 jusqu'aux Routes de Soie, en passant par la militarisation et le pillage des matières premières en Asie, Afrique et Amérique Latine, le PCI(m) débouche sur la seule conclusion possible, et nullement étonnante : « La Chine, une nouvelle puissance social-impérialiste ! Elle fait partie intégrante du système Capitaliste-Impérialiste mondial ! »

De plus, toute la première partie, sur le rappel de la période socialiste de la Chine maoïste, analyse de manière maoïste ce que sont les conditions d'une transition socialiste, avec les risques de restauration capitaliste qui se manifestent à tous moments – et donc les causes profondes de cette restauration et de la transformation en Chine impérialiste.

Un texte important donc pour le mouvement communiste international, un des socles (parmi d'autres) sur lesquels doit se reconstruire ce mouvement aujourd'hui souvent partagé entre la confusion et l'opportunisme.

Cette publication ne vaut pas accord avec l'ensemble de l'orientation du PCI(m) et de son programme, sur l'étape de la révolution en Inde, les alliances de classe, la nature de la société indienne, les rapports de production capitalistes en Inde. Un texte important de 272 pages vient de paraître (janvier 2021) en anglais, que nous n'avons pas étudié, dont le titre est « **Changement dans les rapports de production en Inde – Notre programme** » qui semble aborder ces questions. Dès que nous aurons le temps de les aborder, nous y reviendrons. Dans l'immédiat, nous publions ce texte sur la Chine impérialiste, dont nous partageons l'essentiel du contenu.

Le document intégral est disponible en ligne sur notre site internet, nous publions ci-dessous le sommaire accompagné de quelques extraits de l'avant-propos et de la conclusion.

LA CHINE, UNE NOUVELLE PUISSANCE SOCIAL-IMPÉRIALISTE ! ELLE FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU SYSTÈME CAPITALISTE- IMPÉRIALISTE MONDIAL !

SOMMAIRE

Avant-Propos

1. La révolution Socialiste : 1949-1976
2. La situation dans la Chine révisionniste après la restauration du capitalisme
 - Les réformes économiques libérales de première génération
 - L'hégémonie du gouvernement de parti unique se poursuit
 - Les réformes de deuxième génération
 - La restructuration des industries du gouvernement central

- Une nouvelle classe bourgeoise
 - La libéralisation du commerce – adhésion à l'OMC
3. La Chine est devenue une importante puissance économique mondiale
- La nature de l'impérialisme ne changera jamais
4. Les entreprises capitalistes monopolistes en Chine
5. Le capital financier en Chine
- L'aristocratie ouvrière
 - L'anarchie économique est le caractère du capitalisme
6. « L'exportation du capital conduit à l'hégémonie du capital financier sur le monde. »
- L'exportation de capitaux sous forme d'obligations et de placements sur des prêts
 - Les exportations de capitaux sous forme d'IDE
 - La Chine exporte des capitaux lourds vers l'Asie, l'Afrique et les pays d'Amérique latine pour une exploitation de type néocolonial.
 - Asie du Sud - impact de la Chine. Pakistan, Afghanistan, Sri Lanka, Népal
 - L'influence de l'impérialisme chinois en Afrique
 - Les capitaux de la Chine en Amérique Latine
7. La formation de blocs économiques et militaires internationaux et l'emprise croissante des impérialistes chinois sur ceux-ci
- L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)
 - Les BRICS
 - La puissance militaire de la Chine
 - Les activités militaires de la Chine impérialiste
8. Le social-impérialisme chinois
9. « L'histoire de l'impérialisme est celle des crises, des guerres, des révolutions et des contre-révolutions », tel est le slogan de Lénine.
- La zone de libre-échange de la Route de la Soie ou le projet OBOR

Conclusion

EXTRAITS DE L'AVANT-PROPOS

« Après avoir étudié la question, la cinquième réunion du CC en a discuté. Elle a décidé que «la Chine actuelle est devenue une nouvelle puissance social-impérialiste, elle fait partie intégrante du système capitaliste-impérialiste mondial et elle est devenue un ennemi des nations et des peuples opprimés du monde».

Dans le but de faire de la révolution socialiste mondiale un succès, les partis, groupes et forces marxistes-léninistes-maoïstes du monde entier doivent consolider les ouvriers-paysans, le reste des masses opprimées et les nations opprimées et faire progresser le mouvement révolutionnaire afin d'éliminer le révisionnisme, l'impérialisme dans le monde

et le social-impérialisme chinois et la contre-révolution qui s'avère actuellement être un ennemi des masses mondiales. Ces deux tâches seront les tâches principales des partis et organisations communistes qui se revendiquent de l'internationalisme du prolétariat révolutionnaire. Le caractère du social-impérialisme chinois doit être exposé pour remplir ces tâches. Nous devons comprendre le développement de la Chine en tant qu'importante puissance impérialiste compétitive et son développement, et donc les amis et les ennemis réels en fonction de la polarisation de classe dans le monde. Nous devons analyser correctement l'intensification des contradictions fondamentales dans le monde et les conditions spécifiques de celles-ci. Si nous n'étudions pas ces questions, nous ne pouvons pas comprendre ou analyser correctement les contradictions du système impérialiste contemporain, la politique du révisionnisme moderne et les guerres modernes.»

Le vingtième siècle a prouvé la formulation de Lénine selon laquelle «l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme», que l'impérialisme ne signifie rien d'autre que la guerre, qu'il est sur son lit de mort et que l'impérialisme signifie le début de la révolution socialiste. Cela s'applique encore aujourd'hui. La guerre est la forme la plus élevée liée au partage et au repartage du monde par l'impérialisme pour ses profits. Il entre en conflit pour l'hégémonie mondiale. Il réalise de gros profits monopolistiques par la guerre. Les guerres sont inévitables tant que l'impérialisme existe. L'impérialisme s'étend aux zones arriérées pour libérer l'exploitation et l'oppression sous des formes néo-coloniales. C'est un monstre suceur de sang pour les nations et les peuples opprimés dans le monde actuel. Il les met dans de graves difficultés. Lénine a dit à plusieurs reprises que «l'impérialisme n'a fait que créer les guerres modernes». Les deux guerres mondiales qui ont eu lieu dans la première moitié du vingtième siècle étaient des





Manifestation en Équateur contre l'exploitation minière par des sociétés chinoises.

guerres entre impérialistes pour le partage et le re-partage du monde. Mao a déclaré que «les guerres mondiales impérialistes ont éclaté à la suite des tentatives des pays impérialistes de surmonter les nouvelles crises économiques et politiques». (...)

Dans les conditions où la Chine est devenue un social-impérialisme, les partis prolétariens du monde entier doivent développer des tactiques en conséquence. Les nationalités et les peuples opprimés doivent être mobilisés dans la direction prolétarienne de la révolution socialiste mondiale en fonction de ces tactiques. Le Comité central de notre Parti publie donc ce document pour expliquer comment la Chine, autrefois socialiste, s'est transformée en un pays capitaliste et une puissance impérialiste, ainsi que les tactiques à adopter pour y faire face. Étudions-le en profondeur. Analysons et synthétisons à la lumière des trois aspects et des cinq caractéristiques fondamentales de l'impérialisme que le grand maître marxiste Lénine a enseignés et parvenons à une compréhension scientifique à la lumière du Marxisme-Léninisme-Maoïsme.» (...)

CONCLUSION

Les trois contradictions fondamentales du monde - la contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés ; entre la classe bourgeoise et le prolétariat dans les pays capitalistes et impérialistes ; entre les pays impérialistes et entre les alliances capitalistes monopolistes - s'aiguisent. La contradiction entre l'impérialisme et les nations et peuples opprimés est la principale. Cette contradiction influence les autres contradictions de manière décisive.

Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine confrontés à l'exploitation, l'oppression, la répression, l'occupation, la trahison, l'ingérence, la domination et la discrimination impérialistes se réveillent et résistent. La participation des peuples aux luttes contre les impérialistes augmente. La contradiction entre les socialistes-impérialistes chinois et les nations et peuples opprimés et la contradiction entre la classe bourgeoise et le prolétariat en Chine s'accroissent et les peuples luttent contre l'impérialisme chinois sous diverses formes. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution. Toutes ces luttes avanceront comme des vagues populaires invincibles jusqu'à la fin de l'impérialisme. Le grand maître marxiste Mao a déclaré à l'occasion de la victoire de la guerre antijaponaise : « Le monde prendra la voie du progrès et non celle de la réaction. Nous devons, bien entendu, garder toute notre vigilance et savoir que le cours des événements peut comporter temporairement des détours, parfois fort dangereux. Dans de nombreux États, les forces de la réaction sont encore puissantes, elles ne veulent pas que le peuple de leurs propres pays et celui des autres s'unissent, progressent et se libèrent. Qui perd cela de vue commettra des erreurs politiques. Néanmoins, le cours général de l'histoire est d'ores et déjà tracé, il ne changera pas.»¹.

En raison de la trahison des révisionnistes avec le soutien des impérialistes, le prolétariat mondial a perdu l'Union soviétique, la Chine socialiste et l'ensemble du camp socialiste. Maintenant, il n'y a plus

.....
¹ Œuvres choisies de Mao, «Sur le gouvernement de coalition», avril 1945, OCh T3

de base pour eux. La situation d'avant la Révolution d'Octobre est revenue. Compte tenu de toutes les caractéristiques de la situation, bien qu'il y ait de grands dangers et défis dus aux aspects négatifs, il y a des facteurs favorables qui ouvrent la voie à de plus grandes opportunités qu'à n'importe quel moment de l'histoire passée. Sans aucun doute, le prolétariat mondial est confronté à de grands défis et à une situation difficile. Mais la situation globale est comme «une étincelle peut allumer toute la plaine» et «la révolution armée fait face à la contre-révolution armée», comme l'a suggéré le camarade Mao.

DANS L'ARRIÈRE-COUR DE WASHINGTON



La Chine est désormais le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine. Le commerce entre les deux régions est passé de 10 milliards de dollars en 2000 à 100 milliards en 2007, puis 300 milliards en 2018.

Elle occupe le premier rang parmi les fournisseurs du Brésil (en 2000, elle était au douzième rang). Des accords de libre-échange ont été signés avec le Chili, le Pérou et le Costa Rica. L'Amérique latine est également la deuxième destination des investissements chinois à l'étranger.

Source : Xinhua, 1^{er} janvier 2020 ; Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), *Las relaciones económico y comerciales entre América Latina y Asia-Pacífico : El vínculo con China*, Snatiago (Chili), 2008.

L'impérialisme, sur son lit de mort, mène des guerres d'occupation contre de nombreux pays arriérés, déclenchant des guerres locales/régionales et devenant un danger majeur pour les peuples opprimés du monde entier. Dans la course entre les impérialistes, ils forment des blocs économiques et militaires de manière planifiée afin de rediviser le monde pour leurs intérêts commerciaux et se préparent à une autre guerre à l'échelle mondiale.

Comme il a été dit précédemment, le prolétariat, les nations et les peuples opprimés du monde s'opposent et résistent aux guerres contre-révolutionnaires des impérialistes par l'occupation et l'ingérence. Nous devons mobiliser le prolétariat mondial, les partis et organisations maoïstes, les nations et peuples opprimés à la lumière du marxisme-léninisme-maoïsme et lutter dans le but d'éliminer l'impérialisme et toutes sortes de forces réactionnaires à l'origine de ces guerres. Si les impérialistes entrent dans la troisième guerre mondiale, le prolétariat mondial doit adopter la tactique de transformer cette guerre en une guerre civile dans le but de les éliminer et de faire réussir les révolutions prolétariennes. Nous devons repousser toutes les conspirations des impérialistes et des révisionnistes pour instiguer le chauvinisme nationaliste bourgeois et diviser les nations et les masses opprimées. Nous devons nous atteler à la tâche de faire réussir les révolutions socialistes en nous unissant à la classe du prolétariat et à la classe moyenne des pays capitalistes et impérialistes dans le but de faire réussir la révolution socialiste mondiale. Nous devons faire réussir les nouvelles révolutions démocratiques et les luttes de libération nationale dans les pays arriérés. Dans l'excellente situation révolutionnaire actuelle, les révolutions pourraient éclater et arrêter la guerre. Si les révolutions tardent, les contradictions entre les impérialistes s'intensifieront et pourraient conduire à une guerre mondiale. Dans ce cas, le prolétariat du monde devrait utiliser la colère qui fait rage dans le peuple en raison de la crise grave et de la guerre, donner un coup à l'impérialisme et à ses agents dans leurs pays et faire réussir les révolutions. Quel que soit le résultat, la révolution sera la tendance principale. Aucune puissance dans le monde ne peut arrêter cette tendance.

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes! Ils ont un monde à gagner!

Travailleurs et opprimés de tous les pays, unissez-vous!

Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste!

À bas l'impérialisme et les réactionnaires de tous les pays!

À bas le social-impérialisme chinois!

À bas toutes les formes de révisionnisme!

Vive l'unité des partis et organisations révolutionnaires prolétariens de divers pays!

Vive l'unité des organisations et des forces révolutionnaires et démocratiques anti-impérialistes!

Vive l'unité des travailleurs, des nations opprimées et des peuples opprimés du monde!

Vive la révolution prolétarienne mondiale!

Vive l'internationalisme prolétarien!

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!

LE PEUPLE KURDE A TOUJOURS BESOIN DE NOTRE SOLIDARITÉ

La guerre en Syrie dure depuis bientôt 11 ans et cela fera bientôt 10 ans que l'autonomie des trois cantons à majorité kurde du Nord-Est (Afrine, Kobané et Djezireh/Qamishli) a été proclamée par le Parti de l'Union Démocratique (PYD) et ses alliés kurdes, arabes et assyriens, sous le nom de Fédération Démocratique du Rojava.

Le régime d'Assad, qui jouait alors sa survie contre l'Armée Syrienne Libre (ASL), s'était alors désengagé militairement du Nord du pays pour concentrer ses troupes autour de ses villes-bastions. Contrairement à ce que les médias pro-ASL pouvaient raconter à l'époque, la proclamation de l'autonomie n'était pas le résultat d'une alliance entre le PYD et Assad. Jamais le régime n'a accepté de traiter avec l'autorité autonome, et la reconquête militaire du nord a toujours figuré dans ses buts de guerre. La ville frontière de Hassaké, coupée en deux, a été le théâtre de tensions permanentes qui ont plusieurs fois dégénéré en affrontement armés.

Dans le contexte d'écrasement des « printemps arabes », le Rojava a représenté un espoir pour beaucoup de militant-e-s révolutionnaires autour du monde. La situation en Syrie devenait chaque jour plus désespérante : le régime, soutenu par l'Iran et la Russie, multipliait les atrocités tandis que les fractions les plus réactionnaires prenaient le contrôle de l'opposition armée avec l'aide de la Turquie et du Qatar, qui leur distribuaient en priorité le matériel militaire (fourni par la France, les USA et leurs alliés). Les ikhwanistes (« frères musulmans ») ont ainsi progressivement pris la direction de l'ASL, avant d'être concurrencés par Al Nosra (lié à Al Qaida et soutenu un temps par la France) puis, à partir de l'été 2014, Daech est entré dans le Nord de la Syrie.

Entre 2012 et 2014, des fractions rebelles, composées en majorité d'Arabes et de Turkmènes,

qui refusaient de prêter allégeance à la Turquie ou à al-Nosra se sont rapprochées des milices kurdes YPG/YPJ (c'est le cas de l' « armée des révolutionnaire »-Jaych al-Thuwar- et du « volcan de l'Euphrate »-Burkân al-Furât). Leurs combattants ont joué un rôle important dans la bataille de Kobané (novembre 2014-février 2015) qui a marqué un point d'arrêt à l'offensive fulgurante de Daech et au mythe de son invincibilité. Pour la première fois à la fin de cette bataille, les Kurdes ont reçu un appui militaire des USA et de la France, qui soutenaient jusque là l'ASL.

LE ROJAVA, UN PION DANS LE JEU DES CONTRADICTIONS INTER-IMPÉRIALISTES EN SYRIE

En 2015-2016, les forces russes et US (et dans une moindre mesure françaises) vont chercher chacune de leur côté à nouer une alliance avec ces milices disciplinées et idéologiquement motivées pour servir leurs propres desseins impérialistes.

La Turquie, membre de l'OTAN, s'oppose à ce que les USA fournissent directement des armes aux « terroristes kurdes » des YPG/YPJ, ce qui conduit les USA à pousser à un regroupement des milices kurdes, arabes, turkmènes et assyriennes dans un seul bloc, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) avec à sa tête le « commandant général » Mazloum Abdi. Les FDS servent de troupes au sol pour l'offensive de la coalition US contre les bastions de Daech lors des batailles de Manbij (été 2016), al-Bab (décembre 2016-février 2017), et Raqqa (Juin-Octobre 2017). A chaque fois, les FDS installent dans les villes prises un système inspiré de l' « autogestion démocratique » de la Fédération du Rojava qui se transforme ainsi fin 2016 en Système fédéral démocratique de Syrie du Nord puis en 2018 en Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES). En effet, les populations des zones d'al-Bab et surtout de Raqqa sont majoritairement arabes.

Les Russes ont abandonné tout projet d'alliance stratégique avec les FDS après la bataille de Manbij et le bombardement par les troupes pro-Assad des positions kurdes à Hassaké (Août 2016). De plus, depuis l'été 2016, Erdogan a prétexté d'une tentative de coup d'état pro-US à Istanbul pour se

livrer à un chantage au rapprochement avec la Russie. Chantage accueilli très favorablement à Moscou, qui lui abandonne le canton kurde d'Afrine en levant son bouclier aérien (janvier 2018).

Fin 2018, l'administration US annonce sa volonté de retirer ses troupes de Syrie du Nord pour les concentrer sur les seuls champs pétrolifères d'al-Omar et Conoco. Les villes kurdes de Serêkaniyê (Ras el Aïn) et Girê Spî (Tell Abyad) sont ainsi livrées à la Turquie en octobre 2019.

L'impérialisme français, historiquement présent en Syrie depuis la colonisation, s'est ému du retrait américain et a assuré à plusieurs occasions les autorités de l'AANES de toute leur sympathie tout en précisant bien qu'ils n'avaient pas vocation à protéger le Rojava en se substituant au bouclier US.

Bref les impérialistes ont utilisé les milices kurdes et leurs alliés au gré de leurs intérêts avant de lâcher le Rojava.

LE SOUTIEN FLUCTUANT DE L'EXTRÊME-GAUCHE FRANÇAISE ET INTERNATIONALE

A partir de 2012, et surtout de la bataille de Kobané, le Rojava est devenu le lieu de l'investissement de tous les rêves et de pas mal de fantasmes pour beaucoup de révolutionnaires marxistes et anarchistes autour du monde, un peu comme les Zapatistes mexicain dans les années 90 et, à une plus grande échelle comme la Chine de la Révolution culturelle. Au Rojava disait on alors, on avait enfin trouvé la formule de l'alliance entre socialisme et démocratie. L'efficace propagande du PYD et de ses partis frères (PKK, PJAK) autour de la « révolution des femmes » a encore renforcé cette aura. Le livre *Hommage au Rojava* témoigne de cet espoir qui a conduit de nombreux jeunes révolutionnaires du monde entier à aller combattre aux côtés des milices YPJ/YPG et de leurs alliés (même si, dans les faits, la grande majorité des combattant.e.s internationaux/ales étaient des marxistes-léninistes de Turquie).

Les tentatives des autorités du Rojava de négocier leur survie en jouant sur les contradictions inter-impérialistes, ont donné aux amateur/trice.s de mode et d'exotisme révolutionnaires

une bonne raison de se désintéresser du Rojava, au moment même d'ailleurs où les impérialismes l'abandonnaient.

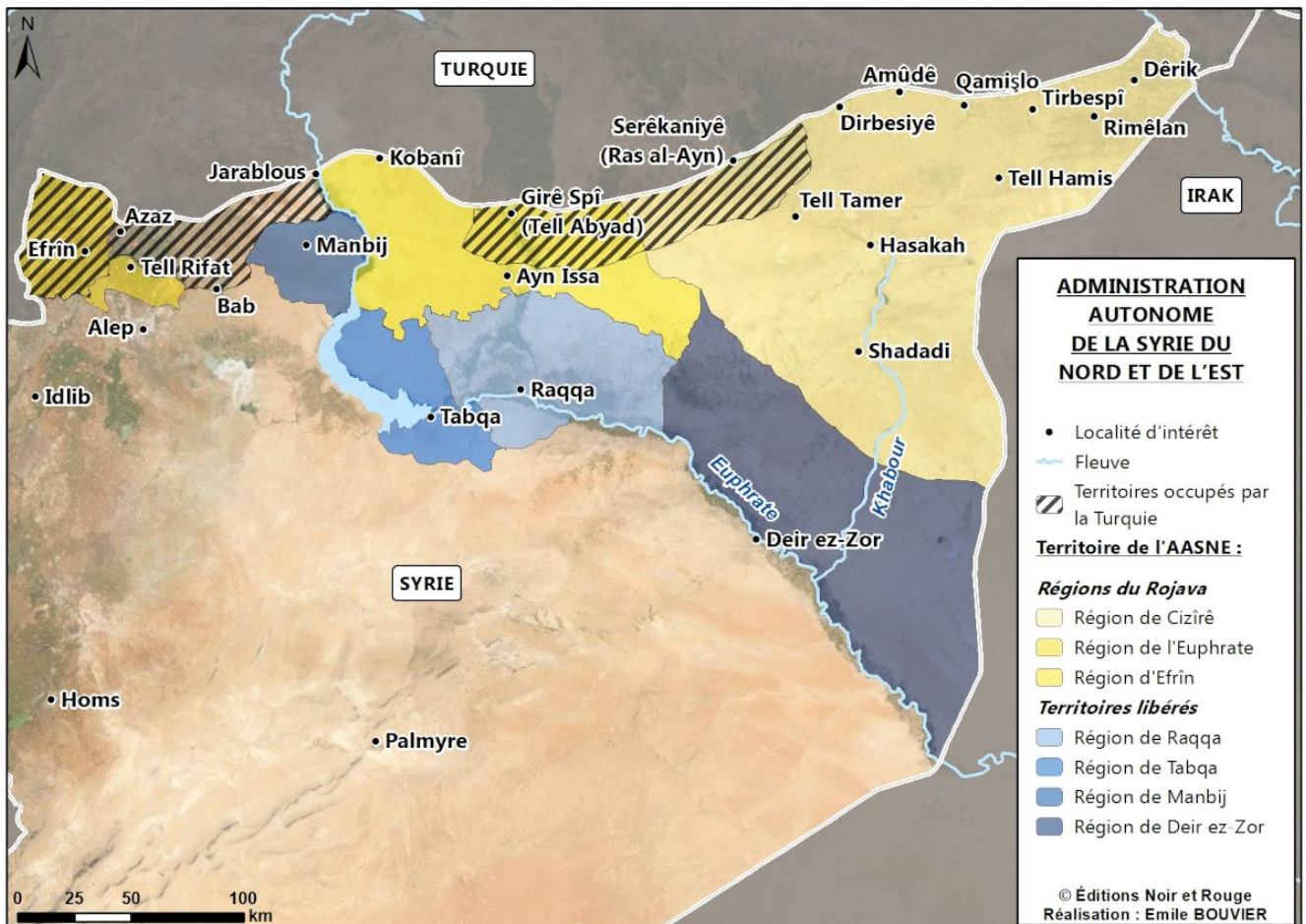
Ils ont ainsi rejoint celles et ceux qui depuis le début refusent tout soutien au Rojava : les fidèles soutiens du camp impérialiste Russie-Chine et du régime al-Assad et les nostalgiques de la « révolution syrienne » de 2011 qui cherchent un bouc-émissaire à son échec et continuent à soutenir des résidus de l'ASL désormais contrôlés par la Turquie. Les critiques de ces militant-e-s sont convergentes : les Kurdes sont pour eux des nationalistes bourgeois.e.s alliés à l'occident qui ont conquis des territoires en majorité arabe à al-Bab et Raqqa. Loin d'en avoir libéré les populations locales (d'Assad et de Daesh) ils et elles les opprimeraient, et ces populations se révolteraient d'ailleurs périodiquement. Enfin, ils et elles vendraient le pétrole syrien aux USA en échange de ce soutien militaire.

Une autre critique existe depuis la déclaration d'autonomie au Rojava : celle de courants « ultragauche » hostiles par principe à toute lutte de libération nationale et qui s'indignent du

soutien au Rojava d'une partie importante du mouvement libertaire. On a pu ainsi lire dans la revue *Echanges et Mouvements*, un texte bourré d'erreurs signé Henri Simon, qui concluait à une sorte de putsch politico-militaire du commandant général Abdi (renommé « général » par l'auteur du texte) au détriment des organismes de base de l'autogestion démocratique.

CE QUE NOUS SAVONS DE LA SITUATION AU ROJAVA

Nous n'avons pas attendu la bataille de Kobané pour découvrir l'existence du peuple kurde, divisé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran et victime d'une oppression nationale féroce. En 1992 déjà, nous avons publié une brochure *Kurdistan, Turquie, vers la révolution*. Nous y sommes régulièrement revenus, notamment dans un dossier du magazine *Partisan* en mai 2015 (*Palestine-Kurdistan, quelles solidarités* avec en particulier un long article documenté sur le « Confédéralisme Démocratique »). Nos critiques envers la direction du PKK (dont sont sortis le PYD en Syrie et le PJAK en Iran) front



interclassiste à direction petite bourgeoise et à tendance conciliatrice, n'ont pas varié. Pour autant le peuple kurde est avec le peuple palestinien un des ferments de la révolution anti-impérialiste au Moyen-Orient, et il reconnaît dans ses larges masses le PKK et le PYD au Rojava comme les représentants de sa lutte.

La proclamation de l'autonomie du Rojava n'a pas été un putsch du PYD. Il a été accompagné d'une importante dynamique populaire et révolutionnaire, en rupture avec les logiques policières et clientélistes de la dictature Assad. La bataille de Kobané a été le symbole de cette mobilisation.

La situation est actuellement dramatique. Au recensement de 2017 plus de 6 millions de personnes (sur les 17.5 millions de la population syrienne totale) vivaient au Rojava, beaucoup se sont réfugié.e.s là pour fuir la guerre et la misère et vivent de l'aide internationale (quand on la laisse arriver). L'Administration autonome doit également prendre en charge, les survivant.e.s étrangers de l'ex-califat de Daech, que les pays arabes et occidentaux refusent de rapatrier, tout en refusant de financer un tribunal international sur place pour le génocide des Yézidi.e.s à l'été 2014. Dans le camp d'al-Hol on trouve ainsi 60 000 personnes dont de nombreux enfants, sans pouvoir distinguer les auteur/trice.s de crimes des innocent.e.s embrigadé.e.s qui leurs servent d'otages. Les mutineries sont fréquentes.

Le territoire de l'Administration autonome est enclavé entre les zones contrôlées par Assad, celles contrôlées par la Turquie et celles de la région autonome du Kurdistan d'Irak dirigée par les Barzani, un clan mafieux et féodal allié à la Turquie. La dernière frontière ouverte aux marchandises, le pont de Semalka, est contrôlée par les Talabani, le clan féodal rival des Barzani, qui menacent de la fermer. La Turquie utilise ses barrages sur l'Euphrate pour mener la « guerre de l'eau » contre les populations du Rojava.

Dans les zones majoritairement arabes qu'elle gère à Raqqā et al-Bab, l'Administration a fait preuve de beaucoup de prudence pour ne pas froisser les populations. Les autorités féodales et tribales ont été ménagées et intégrées aux processus de décision (même quand elles avaient collaboré avec le régime Assad et Daech) et la conscription n'a pas été étendue aux filles. Le manque de zèle à

s'appuyer sur les paysans pauvres et sur les femmes de ces zones pour y mener énergiquement la lutte antiféodale a été une source de déception pour les révolutionnaires d'Europe et de Turquie qui avaient participé aux combats.

L'établissement de la conscription (juillet 2014) et la création d'une sorte d'armée régulière a pu faire craindre une militarisation de la révolution. Pourtant rien ne laisse à penser que son chef, Mazloum Abdi soit le Bonaparte que fantasment certains : ses initiatives conciliatrices (envers les USA, envers les chefs féodaux, envers les clans féodaux qui contrôlent le Kurdistan d'Irak) ont été critiquées après coup que ce soit par les responsables du PKK dont il est issu, ou par ceux du PYD (comme Ihlān Ehmet, personnage-clé de la révolution et présidente du Conseil Démocratique Syrien). Il est logique que les USA essaient de placer des hommes de confiance à la tête du processus pour le faire dévier selon leurs intérêts. La question est bien de savoir qui commande du Parti (la politique, et dans ce cas, quelle politique) ou des Fusils, mais pour l'instant nous n'avons pas d'éléments probants qui permettent de dire que l'armée a pris le pas sur le Parti et les Conseils populaires .

Avec toutes ces limites, celles d'un processus démocratique à direction petite-bourgeoise, le Rojava reste une des expériences les plus avancées dans la région, et une lueur d'espoir dans un pays plongé dans l'horreur. Comme le peuple palestinien, le peuple kurde et les peuples du Rojava ont toujours besoin de notre solidarité.



VERS UNE VOIE PALESTINIENNE ALTERNATIVE ?



**Conférence Masar Badil,
02/11/21.**

Dans la deuxième moitié des années 1980, les Palestiniens des territoires occupés (c'est-à-dire les habitants de la partie de la Palestine conquise en 1967, qui contrairement aux Palestiniens de 1948 vivent sous le contrôle permanent de l'armée) ont lancé la guerre des pierres, la première Intifada. Cet événement a eu un très fort impact international. Jusque-là, la propagande israélienne présentait la résistance palestinienne comme des groupes « terroristes » formés dans les camps de réfugiés des pays voisins, des mercenaires fanatisés et totalement coupés des Palestiniens de l'intérieur. Les peuples du monde découvraient des hommes, des femmes, des enfants, des travailleurs et des travailleuses qui après 20 ans d'occupation et de colonisation étaient encore prêts à risquer leur vie pour défendre leur liberté. A coups de pierres, comme dans l'histoire de David et Goliath. L'image internationale d'Israël a été fragilisée, mais elle n'a pas été la seule touchée. L'intifada a montré l'affaiblissement de la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), alors en exil en Tunisie et sans réel impact sur les événements et la montée en puissance des groupes de gauche, entre autres du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et de ses comités populaires à la base.

L'impérialisme et les régimes arabes voisins, jugeant que cette situation révolutionnaire risquait de faire tache d'huile ont alors organisé une conférence de « paix » à Madrid en 1991, rassemblant pour la première fois les représentants israéliens et des négociateurs palestiniens, issus du Fatah de Yasser Arafat, mais qui n'avaient consulté ni leur

base, ni les autres composantes de l'OLP. Ils se sont engagés dans un « processus de paix » qui devait se révéler rapidement une voie de garage. A partir de 1993 on a vu se créer une « autorité palestinienne » sans légitimité démocratique, administrant le morceau de territoire que lui concédait Israël et y menant la répression contre les groupes révolutionnaires.

Cette fiction d'indépendance ne trompe plus personne en Palestine. Depuis la guerre de 2002 contre la 2^e intifada, deux lambeaux de territoire maintiennent la fiction d'une Autorité Palestinienne, l'un (la Cisjordanie) sous la direction de Mahmoud Abbas (Fatah), l'autre (la bande de Gaza) sous la direction du Hamas. Les deux partis s'opposent depuis 15 ans sur l'organisation d'un scrutin qui les départagerait. Pendant ce temps les Palestiniens de la diaspora restent en exil, les Palestiniens des territoires subissent toujours l'occupation et la colonisation et les Palestiniens de 1948 les discriminations quotidiennes.

Face à cette situation bloquée, une importante dynamique de résistance populaire se développe depuis plusieurs années et appelle la constitution d'une nouvelle dynamique politique. C'était le but de la Conférence Masar Badil qui réunissait des représentant-e-s du FPLP, des syndicalistes, des féministes, des familles de prisonnier-e-s, des représentant-e-s de la société civile palestinienne (de l'intérieur et de la diaspora), ainsi que des mouvements de solidarité internationale. Cette conférence s'est tenue à Madrid en octobre-novembre 2021 pour ouvrir une « Voie Alternative Palestinienne », en rupture avec le « processus de paix » négocié dans la même ville trente ans plus tôt. **Nous publions ci-après la déclaration issue de la conférence.**

La tenue de cette conférence est un signe encourageant : quelque chose est en train de bouger dans le rapport de force politique palestinien. Il est trop tôt pour dire si c'est le début d'une nouvelle ère pour la résistance. Le FPLP milite depuis longtemps pour une démocratisation de l'OLP, avec intégration de représentant-e-s du Hamas et du Mouvement du Jihad Islamique Palestinien. Du coup, ils concentrent leurs coups contre l'autoritarisme et le clientélisme du Fatah en Cisjordanie, alors que le Hamas ne fait guère mieux à Gaza. Aujourd'hui tous les partis nationalistes bourgeois qui s'entredéchirent pour des bouts de territoires sont des obstacles à la libération de la Palestine et des adversaires de toute

dynamique populaire. Les vrais alliés des Palestiniens sont les peuples voisins et les travailleurs du monde entier. On l'a vu en 2011, quand le « printemps arabe » en Egypte a failli ouvrir en grand la frontière sud de Gaza.

DÉCLARATION DE MADRID

Pendant quatre jours, la Conférence de la voie alternative palestinienne (Conférence Masar Badil) s'est réunie dans la capitale espagnole, Madrid. Cette conférence coïncidait avec le 30^e anniversaire de la tristement célèbre conférence de liquidation de Madrid en 1991 et constituait une réponse pratique et populaire à la voie catastrophique d'Oslo et à ses conséquences, afin d'affronter les politiques du colonialisme sioniste et les régimes de capitulation et de normalisation.

Les participant-e-s à la conférence ont adopté les positions politiques suivantes :

Notre peuple palestinien, qui mène la bataille pour la libération nationale depuis 104 ans en affrontant le colonialisme sioniste, est conscient, grâce à sa longue expérience de lutte, de l'importance de l'unité populaire palestinienne dans les domaines de la lutte, du combat et de la résistance, et de la nécessité d'un consensus sur les objectifs directs et la stratégie générale qui protège sa lutte et préserve ses réalisations, son identité, son unité, sa dignité et ses droits nationaux.

Sur cette base, nous appelons les forces de la résistance palestinienne, les différents corps nationaux et populaires, les mouvements de jeunesse, étudiant-e-s et féministes, les comités de boycott et d'anti-normalisation et toutes les masses de notre peuple en lutte dans la patrie occupée et dans toute la diaspora à s'unir nationalement pour établir un front national palestinien uni pour résister au colonialisme sioniste dans toute la Palestine, s'affronter au mouvement sioniste et ses alliés dans le monde, travailler à briser tous les cycles de siège en développant la capacité de notre peuple palestinien à restaurer et libérer ses institutions, et à renforcer la position et le rôle du mouvement de libération palestinien et sa présence active dans les arènes arabes et internationales.

Notre conférence considère que l'Organisation de libération de la Palestine est une institution confisquée et détournée, dont le processus décisionnel est dominé par un secteur de classe corrompu, agissant en tant qu'agents du colonialisme sioniste, et une direction faible manquant de légitimité révolutionnaire, populaire ou légale. Sur cette base, nous considérons que l'Organisation et sa direction, dans leur forme actuelle, ne nous représentent pas et ne peuvent pas représenter les luttes et les droits de notre peuple.

La conférence appelle donc toutes les forces populaires, les associations et les organisations affiliées au Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne à intensifier le rythme de la lutte de masse à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine occupée et à affronter le projet de liquidation de « l'administration autonome » sur la voie de son isolement et de son renversement.

Le Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne s'engage à travailler à l'escalade de la lutte politique et publique, et de la

lutte dans les champs de confrontation, contre la liquidation et la reddition, qui a été incarnée et à commencé avec la signature des Accords de Camp David en 1978 entre le régime de Sadate et l'entité sioniste sous les auspices américains, et de faire face aux résultats de l'étape de Madrid-Oslo, à l'accord de Wadi Araba de 1994, et à tous les accords économiques et de sécurité signés entre les pôles réactionnaires des régimes arabes officiels avec l'entité sioniste, dont le dernier en date est ce qu'on appelle les « accords d'Abraham ». Nous les considérons comme des accords et des traités invalides et illégitimes.

Le Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne insiste sur la nécessité de renforcer l'unité du camp de la résistance en Palestine, dans la région arabe et dans le monde, qui comprend de multiples mouvements politiques et intellectuels et embrasse les différentes couleurs du spectre arabe et islamique, de l'océan au Golfe. Seul ce camp populaire est capable de faire face aux forces du colonialisme, de l'impérialisme, du racisme et de l'exploitation, d'accomplir le



Manifestation pendant la conférence Masar Badil à Madrid, 02/11/21.

Crédit : Blake Alcott

projet du retour, de libérer les terres palestiniennes et arabes, et de renverser l'approche de la capitulation et de la normalisation menée par les Etats-Unis et les régimes réactionnaires et leurs agents dans la région.

Dans le même temps, nous affirmons que la tâche de développer la capacité du camp de la résistance et la cohésion de notre front interne exige un dialogue interne franc entre ses différents courants et pôles nationaux et sociaux d'une manière qui sert la libération de nos peuples de la tyrannie de la domination extérieure et des régimes d'oppression et de tyrannie à l'intérieur, et à réaliser une indépendance nationale complète. Cela renforce la capacité des peuples à protéger leurs richesses et leurs capacités nationales et à sauvegarder la paix civile dans notre grande patrie arabe, de l'océan au Golfe.

Nous réaffirmons notre position ferme et fondamentale sur la nécessité de respecter la lutte des femmes palestiniennes et la participation active des femmes palestiniennes, et de respecter leur rôle central de leadership dans la lutte palestinienne et dans le mouvement national palestinien, sur la voie de la réalisation de la pleine participation et de l'égalité dans le cadre de notre projet de libération nationale et sociale.

La tenue de notre conférence populaire à Beyrouth, Madrid et Sao Paulo, sous la bannière de la Palestine et sous les auspices de notre peuple en lutte, 30 ans après la conférence de liquidation de Madrid de 1991 et 28 ans après le désastreux et traître accord d'Oslo de 1993, l'organisation de notre marche populaire et internationale lancée sous le slogan « Toute la Palestine de la mer au Jourdain », nos positions documentées et déclarées, et la culture de l'autonomie, sont autant de preuves qui confirment la justesse de la boussole de lutte claire de notre nouvelle voie révolutionnaire face aux forces du colonialisme sioniste et au projet de capitulation.

Nous nous engageons à affronter l'approche de la normalisation avec les institutions et l'entité ennemie. En même temps, nous affirmons le renforcement des relations de lutte avec les diverses forces et personnalités juives militantes, antisionistes et antiracistes, qui soutiennent les droits de notre peuple et sa résistance vaillante pour libérer toute la Palestine et l'établissement

d'une société démocratique dans toute la Palestine basée sur la justice et l'égalité : une société libre de l'exploitation de classe, du racisme et du sionisme.

L'approche révolutionnaire palestinienne avec des dimensions arabes et internationales, dont les traits ont été dessinés par des milliers de martyrs palestiniens, arabes et internationaux au cours de décennies de lutte, est la voie du changement radical qui interprète la réalité afin de la changer, comprend les défis et les spécificités nationales et locales dans chaque communauté palestinienne et les considère comme une source de force et de pluralisme. Nous adhérons à nos droits et à nos racines tout en regardant vers l'avenir et en suivant le rythme de notre époque. Cette approche révolutionnaire se lève aujourd'hui pour marcher avec confiance et à pas sûrs vers la Palestine libérée... vers une nouvelle aube arabe et humaine.

En ce jour de lancement, nous saluons toute la lutte de notre peuple palestinien dans tous ses lieux de résidence, et toutes les forces de résistance en Palestine. Nous saluons également la lutte du mouvement des prisonniers palestiniens, la direction de la lutte de notre peuple en terre occupée, et l'école révolutionnaire d'où nous tirons toute la détermination et la volonté de continuer sur le chemin jusqu'à ce que nous obtenions notre liberté et atteignons notre victoire décisive.

**VIVE LA LUTTE
DE NOTRE PEUPLE PALESTINIEN
PARTOUT DANS LE MONDE!**

**AUCUNE VOIX
N'EST PLUS FORTE
QUE LA VOIX DU PEUPLE
PALESTINIEN!**

**GLOIRE AUX MARTYRS,
LIBERTÉ AUX PRISONNIERS!**

**NOUS REVIENDRONS
ET SERONS VICTORIEUX!**

***Le Mouvement alternatif
de la voie révolutionnaire palestinienne
Madrid – Espagne, 2 novembre 2021***

RAWA

REVOLUTIONARY ASSOCIATION OF THE WOMEN OF AFGHANISTAN



Nous publions ci-après la traduction, réalisée par nous-mêmes, de l'interview accordée par RAWA à l'Afghan Women's Mission aux USA. L'OCML Voie Proletarienne soutient concrètement cette Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes depuis 20 ans, en particulier en ayant organisé deux tournées de popularisation, en 2002 et 2009. Nous renouvelons ici notre soutien en diffusant cette interview, en attendant des actes plus précis et concrets.

Le texte original et intégral en anglais :
<http://www.rawa.org/rawa/2021/08/21/rawa-responds-to-the-taliban-takeover.html>

Afghan Women's Mission. Pendant des années, RAWA s'est élevée contre l'occupation américaine et maintenant qu'elle est terminée, les Talibans sont de retour. Le président Biden aurait-il pu retirer les forces américaines d'une manière qui aurait laissé l'Afghanistan dans une situation plus sûre qu'actuellement? Aurait-il pu faire davantage pour s'assurer que les Talibans ne puissent pas reprendre le pouvoir aussi rapidement?

RAWA. Au cours des 20 dernières années, l'une de nos exigences était la fin de l'occupation américaine et de l'OTAN, et mieux encore, qu'ils emmènent avec eux leurs fondamentalistes et technocrates islamiques et laissent notre peuple décider de son propre sort. Cette occupation n'a entraîné que des effusions de sang, la destruction et le chaos. Elle a fait de notre pays l'endroit le plus corrompu, le moins sûr, le plus mafieux et le plus dangereux, surtout pour les femmes.

Dès le début, nous pouvions prédire un tel résultat. Dès les premiers jours de l'occupation américaine de l'Afghanistan, RAWA a déclaré le 11 octobre 2001 :

«La poursuite des attaques américaines et l'augmentation du nombre de victimes civiles innocentes donnent non seulement une excuse aux Talibans, mais provoquent également le renforcement des forces fondamentalistes dans la région et même dans le monde entier.»

La principale raison pour laquelle nous étions contre cette occupation était leur soutien au terrorisme sous la belle bannière de la « guerre

contre le terrorisme ». Depuis les premiers jours où les pillards et les tueurs de l'Alliance du Nord¹ ont été réinstallés au pouvoir en 2002 jusqu'aux derniers prétendus pourparlers de paix, accords et arrangements à Doha et la libération de 5000 terroristes des prisons en 2020/21, il était évident que même le retrait se terminerait mal.

Le Pentagone prouve qu'aucune des invasions ou ingérences théoriques ne peut se terminer de manière sûre. Toutes les puissances impérialistes envahissent des pays pour leurs propres intérêts stratégiques, politiques et financiers, mais par le biais de mensonges et des puissantes entreprises médiatiques, elles tentent de cacher leurs véritables motifs et programmes. C'est une plaisanterie de dire que des valeurs comme les «droits des femmes», la «démocratie», la «construction de la nation», etc. faisaient partie des objectifs des Etats-Unis et de l'OTAN en Afghanistan! Les Etats-Unis étaient en Afghanistan pour déstabiliser la région et en développer le terrorisme afin d'encercler les puissances rivales, en particulier la Chine et la Russie, et de saper leurs économies par le biais de guerres régionales. Mais bien sûr, le gouvernement américain ne voulait pas d'une sortie aussi désastreuse, honteuse et embarrassante, qui laisse derrière elle une telle agitation qu'il a été obligé d'envoyer à nouveau des troupes dans les 48 heures pour contrôler l'aéroport et évacuer en toute sécurité ses diplomates et son personnel.

Nous pensons que les États-Unis ont quitté l'Afghanistan de leur propre chef, sans être vaincus par leurs créatures (les Talibans). Il y a deux raisons importantes à ce retrait.

La raison principale en est la crise interne multiple aux États-Unis. Les signes du déclin du système américain se sont manifestés par la faiblesse de la réponse à la pandémie de Covid-19, les attaques contre le Capitole et les grandes protestations

.....

¹ NdT : Alliance du Nord : regroupement de forces fondamentalistes islamistes opposées aux Talibans. La figure la plus marquante en est le Commandant Massoud (assassiné le 9 septembre 2001), par ailleurs très lié aux services secrets français. Ils n'avaient absolument rien de féministes et ont en particulier réintroduit la charia à Kaboul.

du public américain au cours des dernières années. Les décideurs politiques ont été contraints de retirer les troupes pour se concentrer sur les questions internes brûlantes.

La deuxième raison est que la guerre d'Afghanistan a été une guerre exceptionnellement coûteuse dont le coût s'est élevé à plusieurs milliers de milliards de dollars, tous prélevés sur l'argent des contribuables. Cela a tellement pesé sur les finances des États-Unis qu'ils ont dû quitter l'Afghanistan.

Les politiques belliqueuses prouvent que leur objectif n'a jamais été de rendre l'Afghanistan plus sûr, et encore moins maintenant, au moment de leur départ. En outre, ils savaient également que le retrait serait chaotique, mais ils l'ont tout de même fait. Aujourd'hui, l'Afghanistan est à nouveau

sous les feux de la rampe en raison de la présence des Talibans au pouvoir, mais c'est la situation qui prévaut depuis 20 ans et, chaque jour, des centaines de nos concitoyens sont tués et notre pays détruit, mais les médias n'en parlent que rarement.

AWM. Les dirigeants talibans affirment qu'ils respecteront les droits des femmes tant qu'ils seront conformes à la loi islamique. Certains

médias occidentaux présentent cela sous un jour positif. Les Talibans n'ont-ils pas dit la même chose il y a 20 ans? Pensez-vous que leur attitude à l'égard des droits de l'homme et des droits des femmes a changé?

RAWA. Les entreprises médiatiques ne font qu'essayer de mettre du sel sur les blessures de notre peuple dévasté; ils devraient avoir honte de la façon dont ils essaient d'édulcorer la brutalité des Talibans. Leur porte-parole a déclaré qu'il n'y a aucune différence entre leur idéologie de 1996 et celle d'aujourd'hui. Et ce qu'ils disent à propos des droits des femmes sont exactement les mêmes phrases que celles utilisées pendant leur sombre règne précédent : appliquer la charia.

Ces jours-ci, les Talibans ont déclaré une amnistie dans toutes les régions d'Afghanistan et leur slogan est «ce que la joie de l'amnistie peut apporter,

L'ACTIVITÉ DE RAWA

« RAWA est principalement présente en Afghanistan et a travaillé parmi les réfugiés afghans au Pakistan, notamment à Peshawar et Quetta, entre 1980 et 1990, pendant l'occupation soviétique, à une époque où les fondamentalistes jihadistes et Hekmatyar étaient encore fortement soutenus par l'agence de renseignement pakistanaise ISI et la CIA. Nous avons travaillé principalement en tant que groupe clandestin et avons été confrontés à de nombreuses menaces et restrictions au Pakistan. Notre leader fondatrice Meena a été assassinée à Quetta en 1987, nos manifestations ont été attaquées, nos membres ont été arrêtées, les noms de nos militantes ont toujours été mis sur la liste noire des djihadistes et des talibans locaux.

Actuellement, nous poursuivons notre travail souterrain en Afghanistan. Nous sommes confrontées à de graves menaces et restrictions, parfois pires qu'auparavant. Bien que ce soit encore plus risqué sous les Talibans, nous sommes déterminées à continuer. Notre lutte et nos sacrifices pourraient être les premières graines d'un mouvement de masse contre la tyrannie, le colonialisme et les fanatiques radicaux de demain. [...]

Outre le travail politique, nous avons nos projets humanitaires en Afghanistan, mais pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas divulguer l'emplacement des projets ou la nature de notre travail humanitaire. »

Extrait d'une interview traduit de l'allemand sur RAWA.org

la vengeance ne le peut pas». Mais en réalité, ils tuent des gens tous les jours. Hier encore, un garçon a été abattu à Nangarhar pour avoir porté le drapeau national afghan tricolore au lieu du drapeau blanc des talibans. Ils ont exécuté quatre anciens responsables de l'armée à Kandahar, arrêté un jeune poète afghan, Mehran Popal, dans la province de Herat, pour avoir écrit des messages anti-talibans sur Facebook et sa famille ne sait pas où il se trouve. Ce ne sont là que quelques exemples de leurs actions violentes, malgré les paroles «gentilles» et polies de leurs porte-parole. Mais nous pensons que leurs affirmations ne sont peut-être qu'une des pièces de théâtre jouées par les Talibans et qu'ils essaient simplement de gagner du temps jusqu'à ce qu'ils puissent s'organiser.

Les choses se sont passées si vite, ils essaient de mettre en place leur structure gouvernementale, de créer leurs services de renseignement et de créer le ministère de la Propagation de la vertu et de la Prévention du vice, qui est chargé de contrôler les petits détails de la vie quotidienne des gens, comme la longueur de la barbe, le code vestimentaire et le fait d'avoir un mahram (compagnon masculin, uniquement père, frère ou mari) pour une femme. Les Talibans affirment qu'ils ne

sont pas opposés aux droits des femmes, mais que cela doit se faire dans le cadre des lois islamiques/de la charia.

La loi islamique/la charia est vague et interprétée de différentes manières par les régimes islamiques pour servir leurs propres règles et programmes politiques. En outre, les Talibans aimeraient également que l'Occident les reconnaisse et les prenne au sérieux, et toutes ces affirmations font partie d'une sorte de blanchiment d'eux-mêmes. Peut-être qu'après quelques mois, ils diront qu'ils organiseront des élections puisqu'ils croient en la justice et la démocratie! Ces faux-semblants ne changeront jamais leur vraie nature, et ils seront toujours des fondamentalistes islamiques : misogynes, inhumains, barbares, réactionnaires, antidémocratiques et anti-progressistes. En un mot, la mentalité des Talibans n'a pas changé et ne changera jamais!

Manifestation à l'occasion du Jour Noir, pour commémorer le jour de la prise de Kaboul par les Talibans en 1992.



QUI SONT LES FEMMES QUI SE BATTENT AVEC RAWA?

« Nous avons avec nous des femmes de toutes les couches de la société : toutes les ethnies, toutes les régions, alphabétisées et analphabètes, celles qui vivent dans les villes, celles qui vivent dans les villages, pauvres ou de classe moyenne. Cependant, lorsque des femmes analphabètes rejoignent notre organisation, nous faisons de notre mieux pour leur apprendre à lire et à écrire, tout en abordant les questions politiques. »

*Extrait d'une interview
traduit de l'allemand sur RAWA.org*

AWM. Pourquoi l'armée nationale afghane et le gouvernement afghan soutenu par les États-Unis se sont-ils effondrés si rapidement?

RAWA. Quelques raisons majeures parmi tant d'autres :

1) Tout s'est déroulé conformément à un accord prévoyant la remise de l'Afghanistan aux Talibans. Le gouvernement américain négociant avec le Pakistan et d'autres acteurs régionaux s'était mis d'accord pour former un gouvernement principalement composé de Talibans. Les soldats n'étaient donc pas prêts à se faire tuer dans une guerre dont ils savaient qu'elle ne profiterait pas au peuple afghan, car finalement, l'accord a été conclu à huis clos pour amener les Talibans au pouvoir. Zalmay Khalilzad² est détesté par le peuple afghan en raison de son rôle de traître dans le retour au pouvoir des talibans.

2) La plupart des Afghans comprennent bien que la guerre qui se déroule en Afghanistan n'est pas une guerre menée par les Afghans et pour le bien du pays, mais qu'elle est menée par des puissances étrangères pour leurs propres intérêts stratégiques et que les Afghans ne sont que la chair à canon de la guerre. La majorité des jeunes gens rejoignent les forces armées à cause de la pauvreté et du chômage, et n'ont donc aucun engagement ni aucun moral pour se battre. Il convient de mentionner que les États-Unis et

l'Occident ont essayé pendant 20 ans de faire de l'Afghanistan un pays consommateur et ont entravé la croissance de l'industrie. Cette situation a créé une vague de chômage et de pauvreté, ouvrant la voie aux recrutements du gouvernement fantoche, des Talibans et à la croissance de la production d'opium.

3) Les forces afghanes n'étaient pas si faibles qu'elles pouvaient être vaincues en une semaine, mais elles ont reçu l'ordre du palais présidentiel de ne pas combattre les Talibans et de se rendre. La plupart des provinces ont été remises pacifiquement aux Talibans.

4) Le régime fantoche de Hamid Karzai et d'Ashraf Ghani a qualifié les Talibans de «frères mécontents» pendant des années, et a libéré de prison nombre de leurs commandants et chefs les plus impitoyables. Le fait de demander aux soldats afghans de combattre une force qui n'est pas appelée «ennemi» mais «frère» a enhardi les Talibans et sapé le moral des forces armées afghanes.

5) Les forces armées étaient en proie à une corruption sans précédent. Le grand nombre de généraux (pour la plupart d'anciens seigneurs de guerre brutaux de l'Alliance du Nord) siégeant à Kaboul ont accaparé des millions de dollars, ils ont même réduit la nourriture et le salaire des soldats combattant en première ligne. Les «soldats fantômes» sont un phénomène révélé par SIGAR³. Les hauts fonctionnaires étaient occupés à remplir leurs propres poches; ils ont versé sur leurs propres comptes bancaires les salaires et les rations de dizaines de milliers de soldats inexistantes.

6) Chaque fois que les forces ont été assiégées par les Talibans dans les durs combats, leur appel à l'aide a été ignoré par Kaboul. Dans de nombreux cas, des dizaines de soldats ont été massacrés par les Talibans lorsqu'ils ont été abandonnés sans munitions ni nourriture pendant des semaines. Le taux de pertes parmi les forces armées était donc très élevé. Lors du Forum économique mondial (Davos 2019), Ashraf Ghani a avoué que depuis 2014, plus de 45 000 membres du personnel de sécurité afghan ont

2 NdT : Zalmay Khalilzad est un diplomate américain d'origine afghane, conservateur, ancien ambassadeur et négociateur face aux Talibans.

3 Inspecteur général spécial américain pour la reconstruction de l'Afghanistan.

RAWA, LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE ET LE FÉMINISME

« RAWA est la seule organisation révolutionnaire axée sur les femmes en Afghanistan. Nous nous battons pour la liberté, la démocratie et la justice sociale dans un pays qui a été ruiné au cours des quatre dernières décennies.

RAWA a été fondée en 1977 par un petit nombre de femmes dans une société rétrograde dominée par les hommes et pendant une crise majeure - juste un an avant l'occupation soviétique. C'est le premier groupe résolument politique à être convaincu que la lutte pour l'égalité et les droits des femmes est une lutte politique. D'autres pensaient qu'avec quelques changements et réformes, nous pourrions obtenir les droits des femmes dans le cadre du système actuel. D'autres encore pensent que les conditions de vie des femmes n'ont rien à voir avec l'indépendance. Cependant, le slogan audacieux de RAWA était : « Pour libérer les femmes, la patrie doit d'abord être libérée ». RAWA croit fermement que seul un système démocratique laïque peut garantir la justice, l'égalité et la prospérité pour tous les genres, les ethnies, les minorités religieuses, etc. Soulever ces questions et prendre une telle position a été une révolution pour les femmes afghanes défavorisées - sans parler de la création d'un groupe de femmes indépendant. [...] »

Extrait d'une interview traduit de l'allemand sur RAWA.org

été tués, alors que dans la même période, seuls 72 membres du personnel des États-Unis et de l'OTAN ont été tués.

7) Dans l'ensemble de la société, la corruption croissante, l'injustice, le chômage, l'insécurité, l'incertitude, la fraude, la grande pauvreté, la drogue et la contrebande, etc. ont fourni un terrain propice à la réapparition des Talibans.

AWM. Quelle est la meilleure façon pour les Américains d'aider RAWA et le peuple et les femmes afghanes en ce moment ?

RAWA. Nous nous sentons très chanceux et heureux d'avoir le peuple américain épris de liberté à nos côtés pendant toutes ces années. Nous avons besoin que les Américains élèvent la voix et protestent contre la politique belliciste de leur gouvernement et soutiennent le renforcement de la lutte du peuple afghan contre ces barbares.

Il est dans la nature humaine de résister et l'histoire en témoigne. Nous avons les exemples glorieux des mouvements de lutte américains « Occupy Wall Street » et « Black Lives Matter ». Nous avons vu qu'aucune quantité d'oppression, de tyrannie et de violence ne peut arrêter la résistance.

Les femmes ne seront plus enchaînées ! Dès le lendemain matin de l'entrée des Talibans dans la capitale, un groupe de nos jeunes femmes courageuses a peint des graffitis sur les murs de Kaboul

avec le slogan : A bas les Talibans ! Nos femmes ont désormais une conscience politique et ne veulent plus vivre sous la Burqa, ce qu'elles faisaient facilement il y a 20 ans. Nous allons poursuivre nos luttes tout en trouvant des moyens intelligents de rester en sécurité.

Nous pensons que l'empire militaire américain inhumain est non seulement l'ennemi du peuple afghan mais aussi la plus grande menace pour la paix et l'instabilité dans le monde. Maintenant que le système est sur le point de décliner, il est du devoir de tous les individus et groupes épris de paix, de progrès, de gauche et de justice d'intensifier leur lutte contre les auteurs de guerre brutaux de la Maison Blanche, du Pentagone et du Capitole. Remplacer le système pourri par un système juste et humain ne libérera pas seulement des millions d'Américains pauvres et opprimés, mais aura un effet durable dans toutes les régions du monde.

Aujourd'hui, nous craignons que le monde oublie l'Afghanistan et les femmes afghanes comme sous le règne sanglant des Talibans à la fin des années 90. Par conséquent, les personnes et les institutions progressistes américaines ne doivent pas oublier les femmes afghanes.

Nous allons élever la voix plus fort et continuer notre résistance et notre combat pour la démocratie laïque et les droits des femmes !

Traduction française : OCML Voie Proletarienne

ADRESSE À NOS SŒURS COMBATTANTES DE RAWA

Contre l'impérialisme et l'obscurantisme

25/08/2021

Chères soeurs combattantes, chères camarades,

C'est avec beaucoup d'inquiétudes que nous avons appris que les Talibans étaient de nouveau entrés dans Kaboul. Le régime fantôme mis en place par les impérialistes s'est effondré comme un château de carte. C'est peut-être la fin d'une guerre, mais de quelle paix pourrez-vous jouir entre les mains d'un régime religieux fasciste et ultra-obscurantiste qui se met en place ?

Nous sommes scandalisés que notre pays, la France impérialiste, se soit engagée dans cette aventure guerrière et néo-coloniale, et ait participé aux souffrances de votre peuple. Cette aventure s'est menée au nom de la libération des femmes d'Afghanistan des griffes des Talibans. C'est pour dénoncer cette hypocrisie que nous nous étions engagés par deux fois, en 2002 et 2009, dans l'organisation d'une tournée en France d'une de vos militantes. Il fallait faire entendre une autre voix, celle des opprimé.e.s d'Afghanistan. Celles et ceux au nom de qui les impérialistes et leurs chiens de garde médiatiques et intellectuels prétendaient parler sans jamais leurs donner la parole.

Dans notre pays, le gouvernement et les politiciens, de gauche comme de droite, versent des larmes de crocodiles sur le sort de l'Afghanistan. Mais en même temps, ils expulsent et maltraitent les réfugiés afghans et notre président Macron refuse d'accueillir ceux qui fuient les Talibans. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a nommé une allée du nom du Commandant Massoud¹ en même temps qu'elle fait saccager par la Police les campements de réfugiés. Ils ne veulent pas admettre que c'est l'ingérence des pays comme la France qui a généré le chaos qui pousse vos compatriotes à fuir.

Le sort des Afghanes et des Afghans leur importe peu. Ce qui compte, c'est la compétition mondiale entre puissances. L'invasion de 2001 ne fut que la dernière en date des agressions étrangères contre votre Pays. Royaume-Uni, URSS, Pakistan, USA, France, et maintenant Turquie et Chine. Chacun soutient un camp parmi les forces réactionnaires qui se font la guerre pour avancer ses pions, puis le laisse tomber si besoin. C'est ce qui vient de se passer. Les Talibans vainqueurs, ils redeviennent fréquentables. Le deal est simple : si ils acceptent les règles du jeu impérialiste, les grandes puissances fermeront les yeux sur leur politique intérieure. On n'entend plus alors la propagande «féministe». Nous avons besoin que votre voix féministe et révolutionnaire se fasse entendre.

Pour briser ce cercle infernal de malheurs pour le peuple afghan, il n'y a qu'une seule solution, une révolution démocratique, populaire, anti-féodale et anti-impérialiste. Nous savons que nous sommes d'accord sur ce point. Votre but est de construire l'auto-organisation démocratique et révolutionnaire du peuple afghan, sans miser sur tel impérialisme ou tel seigneur de guerre. Les peuples opprimés ne laisseront jamais les impérialistes tranquilles. C'est pour cela que l'OCML-VP continuera à vous soutenir, et à soutenir le combat d'émancipation du peuple afghan.

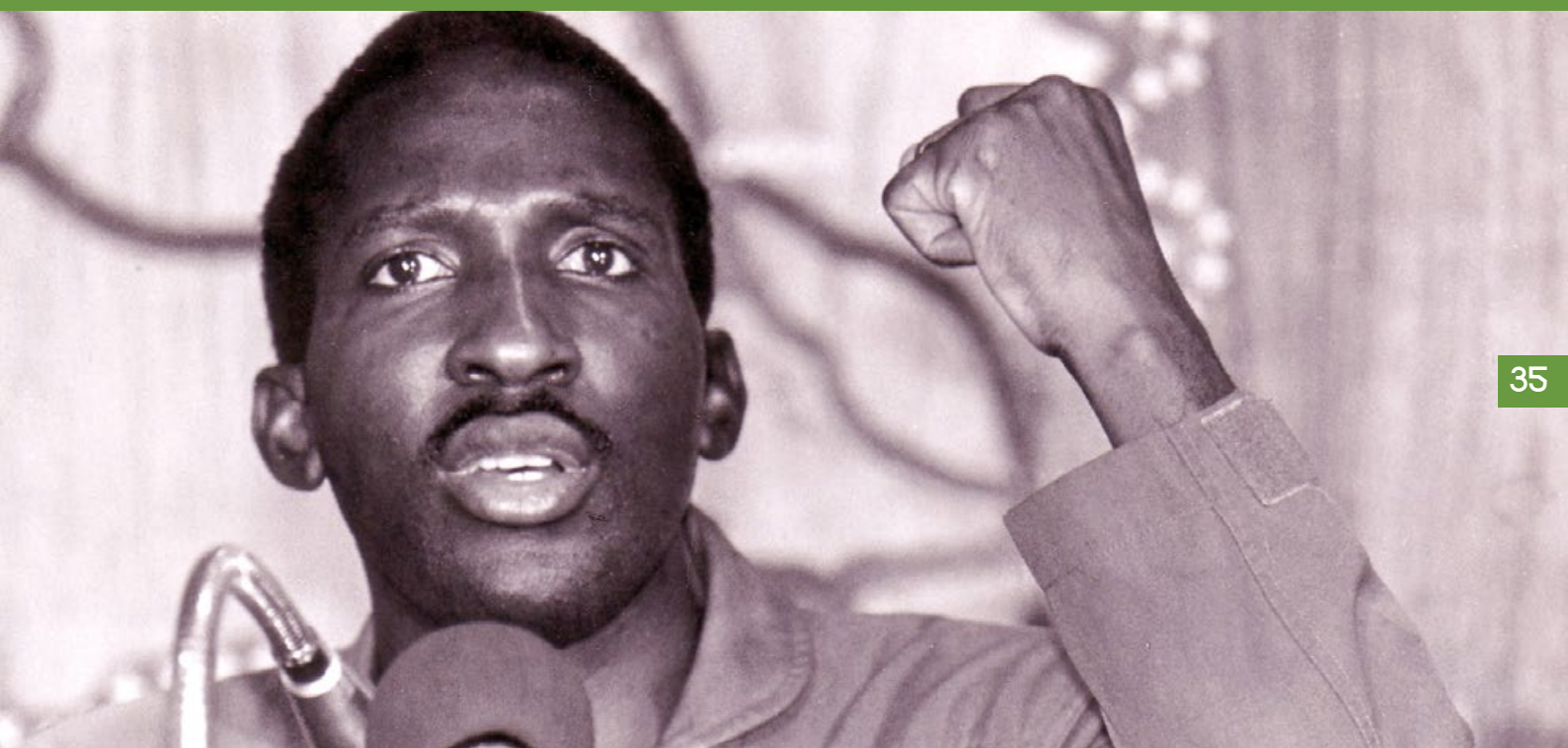
Chères soeurs combattantes, chères camarades, l'OCML-VP reste à votre disposition. Nous souhaitons de tout notre coeur soutenir matériellement et politiquement votre combat. À bientôt dans la lutte contre l'impérialisme !

.....

¹ Ahmed Shah Massoud, seigneur de guerre féodal et islamiste soutenu par la France jusqu'à son assassinat en 2001, il était lié aux services secrets de la DGSE. Il fut présenté comme un démocrate et un féministe dans tous les médias bourgeois, alors même que ses troupes massacraient les populations civiles et cloitraient les femmes. Il a fait partie du gouvernement qui a réintroduit la charia à Kaboul au début des années 90.

L'ÉCHEC DE SANKARA

Partisan n° 25 – Novembre 1987



35

Nous rediffusons ci-après un article publié dans notre journal Partisan en novembre 1987, alors que Thomas Sankara venait d'être assassiné. Ce texte fait le tour des réalisations de Sankara, et tente d'expliquer en quoi il a échoué. Pas tellement sur le contenu des réformes qu'il a mises en œuvre, qui restent hors du commun dans l'Afrique contemporaine, mais sur son soutien populaire (et l'absence de soutien de la paysannerie), la base de classe de son régime et les organisations nécessaires pour diriger un tel bouleversement démocratique.

On peut à juste titre qualifier Sankara de « Che » africain, dans le prestige, l'intégrité, la radicalité et jusque dans les raisons de son échec : on ne peut faire aucune révolution anti-impérialiste et démocratique sans l'appui du peuple mobilisé, organisé, actif de son propre destin. On ne peut pas faire la révolution « à la place » et « pour le bien » du peuple, c'est voué à l'échec.

Comme Lumumba et Amilcar Cabral, Thomas Sankara reste un personnage majeur du continent africain. Comme eux, il a été assassiné et reste une figure anti-impérialiste prestigieuse. Nous saluons sa mémoire, à l'heure où le procès de ses assassins s'ouvre (enfin) au Burkina Faso

LA GENÈSE DU RÉGIME DE SANKARA

On pourrait appeler le coup d'état du 15 octobre une farce, tant l'histoire du Burkina-Faso est fertile en coups d'état, si bien qu'on en est au 5^{ème} depuis l'indépendance en 1960. Les conditions particulières du pays notamment la combativité incessante du mouvement syndical (surtout étudiant et petite-bourgeoisie salariée), ont fait du Burkina le terrain d'expérimentation de différents régimes politiques en place sur le continent africain. Ainsi, on est passé du régime des Vétérans sortis du sérail des partis coloniaux français au régime des officiers de l'Armée coloniale qui régnaient par le biais de la démocratie représentative en organisant des élections où ils furent une fois en ballottage : ce qui est unique dans les annales de vie politique en Afrique.

Mais, toutes ces formes institutionnelles étaient inadéquates pour endiguer le mouvement de masse, surtout urbain et maintenir la domination de l'impérialisme et d'une bourgeoisie qui a une base économique et sociale très étroite.

C'est dans cette situation d'impasse politique et d'instabilité qu'un groupe d'officiers de second rang, ayant flirté durant sa formation avec le mouvement révolutionnaire a pris le pouvoir le 4 août 1983.

Ainsi a vu le jour le régime de Sankara. Ce régime va imprimer sa marque non seulement sur le pays mais sur la sous-région en initiant un autre style en faisant preuve d'originalité, en suscitant une certaine mobilisation de masse à ses débuts et en donnant une peur bleue aux régimes voisins. C'est dans ce sens que le coup d'état du 15 octobre n'est pas une farce, mais une tragédie car non seulement pour la première fois, le chef de l'état est tué mais aussi un coup d'arrêt est donné à une expérience novatrice dont on va essayer de saisir la portée.



Thomas Sankara à Cuba, 1984.

LA « RÉVOLUTION DU 4 AOÛT » ET SA PORTÉE

Dès le début, le régime montrait sa volonté de s'attaquer aux principaux maux du pays, en s'appuyant sur des partis politiques de gauche et d'extrême-gauche, en créant les fameuses instances intermédiaires : les CDR Comité de défense de la Révolution).

Tous les partis politiques de gauche ont participé à un moment ou à un autre à cette expérience à l'exception du Parti Communiste Révolutionnaire burkinabé proche de l'Albanie, jusqu'à ce que celle-ci soutienne et lui suggère de soutenir le régime de Sankara. Le régime va faire appel au courage, et à l'esprit de sacrifice des Burkinabés en donnant lui-même le premier exemple en réduisant drastiquement son train de vie, en menant une lutte farouche contre la corruption, l'absentéisme et le favoritisme. Un effort est engagé pour faire reculer l'analphabétisme, la maladie, par la mise en place de 320 dispensaires en 2 ans.

La lutte contre la désertification était intégrée dans les mœurs du pays dans la mesure où chaque mariage signifiait la plantation d'un arbre. Les pouvoirs traditionnels n'étaient pas non plus épargnés. Les privilèges des Féodaux Mossi sont supprimés. La lutte pour l'émancipation de la femme a été un souci du régime depuis la formation d'animatrices dans les villages (éducation, lutte contre l'excision...) jusqu'à un rallye moto réservé aux femmes ou à l'obligation pour les maris de faire le marché une fois par semaine.

La principale innovation du régime a été de faire de l'autosuffisance alimentaire une question prioritaire et de se doter d'une base paysanne. Pour ce faire, 20% du budget étaient alloués à l'agriculture, ce qui constitue un record dans les pays du «Tiers-Monde». De même qu'a été un symbole unique sur le continent l'envoi de ministres à la campagne pour faire un travail manuel.

Sur le plan de l'agriculture, le chef de bataille du régime a été le barrage de Sourou qui a échoué par insuffisance des études de faisabilité. Son échec a réduit la surface exploitable qui a alors été confiée en majeure partie aux capitalistes et paysans riches, baptisés pour l'occasion «opérateurs économiques révolutionnaires».

Cependant, l'effort envers la paysannerie, sous l'impulsion de Sankara, n'a pas réussi à mettre en branle cette grande masse restée toujours inerte.

Il faut ajouter à cela la désaffection de la petite-bourgeoisie urbaine qui n'acceptait plus les sacrifices; elle adhérait aux réformes tant que celles-ci ne signifiaient pas une remise en cause de ses privilèges, dans un pays où auparavant la population urbaine représentant 10% de la population totale absorbait 75% du produit national brut!

Cette petite-bourgeoisie rejetait une certaine autarcie qui impliquait une satisfaction de certains besoins en fonction du patrimoine culturel et économique du pays : par exemple, le port d'un costume national, la réhabilitation de l'alimentation traditionnelle. Ce qui n'était pas d'un bon goût pour les petits-bourgeois sortis du moule du quartier latin. La résistance active de la petite-bourgeoisie, a été réprimée, le renvoi de 1 300 enseignants en est l'illustration.

La répression de la petite-bourgeoisie, l'inertie de la paysannerie ont réduit la base du régime à la portion congrue : la jeunesse scolaire.

L'essoufflement de ce processus a créé des tiraillements au niveau du CNR (Conseil national de la Révolution, l'instance dirigeante du pays qui avait une composition très hétéroclite.

Ces tiraillements ont débouché sur le coup d'état du 15 octobre et l'assassinat de Sankara.

LES RAISONS DE L'ASSASSINAT DE SANKARA ET LES ENSEIGNEMENTS DE SON EXPÉRIENCE

La première mesure prise par le nouveau régime, la réintégration des 1.300 enseignants, est symptomatique de sa base sociale et de la direction qu'elle entend suivre. Elle représente un début de réponse pour la majorité au CNR, à l'impasse politique.

Car il ne faut pas s'illusionner sur la nature du CNR. Les militaires y jouaient un rôle prédominant. Donc, les divergences fondamentales en son sein ne peuvent être répercutées à la base pour être tranchées par les masses. La solution militariste des contradictions est la plus probable.



Ce vice entretenu est congénital de par la prise putschiste du pouvoir. Sankara, minoritaire, n'avait que son charisme personnel et sa loyauté pour s'opposer à la tendance majoritaire du CNR dont certains chefs (Compaoré, Lingani) seraient proches de la Lipad-PAI, parti révisionniste pro-russe. Ces derniers n'avaient pas la trempe politique de Sankara et contrôlaient tout l'appareil militaire. On peut citer en exemple, les cas de Blaise Compaoré et Lingani qui, tout en restant tous les deux membres du CNR et du gouvernement, occupaient respectivement pour le premier les postes de commandant de la base de PO et de la sécurité militaire de la capitale, pour le second le poste de chef d'état-major de l'Armée.

La solution militaire était grandement à la portée de la tendance majoritaire. La nature de cette solution militaire sous forme d'assassinat, leur est dictée par l'histoire récente et l'itinéraire de Sankara. La popularité de celui-ci était telle qu'en prison, il était plus dangereux; emprisonné sous le précédent régime, il avait été libéré par une rébellion militaire. La tendance majoritaire a en mémoire l'expérience de Rawlings au Ghana qui a repris le pouvoir en prison. Tandis que la tendance minoritaire de Sankara n'avait pas les moyens de ses ambitions, faute de cadres et d'organisation capable d'enraciner leurs vues au niveau de la population dont ils se sont aliénés la partie urbaine.

Les assassins de Sankara contrairement à leurs prévisions, n'ont pas profité des carences du régime. «La rectification» annoncée a une marge étroite. Si elle signifie, effectivement, une alliance avec la petite-bourgeoisie urbaine, elle risque d'être éphémère, si elle se traduit par un retour complet sous la tutelle de l'impérialisme français. Il est plus probable que cette rectification prenne la forme des régimes du même type qu'au Bénin et au Congo.

Par ailleurs, l'expérience qui vient de se terminer tragiquement au Burkina interpelle les révolutionnaires africains, indépendamment des positions qu'on peut avoir sur les coups d'état et la prédominance économique de l'impérialisme français sous le régime de Sankara. Elle pose plusieurs problèmes :

- l'extrême étroitesse de la base industrielle du Burkina, base industrielle la plus faible de la région qui est un héritage du colonialisme qui avait spécialisé le pays comme réservoir de main d'œuvre pour les plantations en Côte d'Ivoire voisine. Il faut ajouter à cela la carence en cadres techniques, les potentialités restreintes du pays et un environnement international marchand.
- l'inertie de la quasi-totalité de la population c'est-à-dire la paysannerie pour qui, à la différence des paysans asiatiques et latino-américains,

la question de la possession de la terre ne constitue pas une préoccupation (le mode de propriété ne limite pas la possession de terre).

Les révolutionnaires africains n'ont pas encore trouvé un levier pour faire bouger cette masse, sans grandes traditions de lutte, dont la résistance n'est que passive.

- La résistance inévitable, le rôle frein de la petite-bourgeoisie urbaine sans commune mesure avec son poids numérique.

Creuser ces questions, les approfondir, constituent le meilleur hommage qu'on puisse rendre à celui qui a été symbole d'espoir pour son peuple et pour la jeunesse africaine, et ardent soutien des mouvements de libération : Thomas Sankara.

Pierre Castain

QUELQUES DATES

- Naissance de Thomas Sankara en décembre 1949. Son père est ancien combattant, infirmier gendarme.
- 5 août 1960 – indépendance Haute-Volta, comme de nombreux autres colonies (Mali 24 novembre 1958, Sénégal 25 novembre 1958, Côte d'Ivoire 4 décembre 1958, Congo 30 juin 1960 etc.). C'est la grande période des indépendances (très formelles, mais officielles) des colonies.
- 17 janvier 1961 – assassinat de Patrice Lumumba au Congo. Les années 60 voient l'affirmation de dirigeants anticoloniaux et antiimpérialistes radicaux, réels ou de façade, mais qui manifestent l'existence d'un puissant mouvement anticolonial africain. Beaucoup seront assassinés par l'impérialisme : outre Lumumba, il y a Mulele (en 1968 au Congo), Amilcar Cabral (en 1973 en Guinée Bissau). Il faudrait aussi parler de Nasser (Egypte, mort en 1970), ou de l'arrivée au pouvoir de Kadhafi (Libye, en 1969).
- C'est dans cette époque que Thomas Sankara grandit. Il fait des études militaires, en Haute-Volta, au Cameroun, à Madagascar et au Maroc, participe en 1974 au conflit frontalier contre le Mali où il acquiert une réputation d'intégrité et de courage. Il se rapproche de l'extrême-gauche et crée une organisation politique clandestine avec d'autres officiers.
- Les coups d'Etat s'enchaînent en Haute-Volta. En novembre 1980, Thomas Sankara n'y participe pas, ni en novembre 1982, mais en janvier 1983, il accepte de devenir premier ministre de la Haute-Volta, au sein d'un Conseil de salut du Peuple. Il se prononce alors ouvertement pour la rupture du rapport néocolonial qui lie la Haute-Volta à la France impérialiste. Il invite Kadhafi, est alors limogé et mis en résidence surveillée – sans aucun doute sur décision française (président François Mitterrand, pour mémoire...)
- 4 août 1983 – Prise du pouvoir par coup d'Etat, Thomas Sankara entame une succession de réformes profondes (voir article), éradique la famine, vaccine en masse, promeut et protège les femmes, alphabétise etc. Il développe les liens avec Cuba. La Haute-Volta devient le Burkina-Faso, « pays des hommes intègres ».
- 15 octobre 1987 – assassinat par Blaise Compaoré supplétif de l'impérialisme français (toujours Mitterrand), pour qui Thomas Sankara devient un exemple dangereux pour le continent.
- Octobre 2021 : le procès des assassins de Sankara commence au Burkina Faso, 34 ans après son assassinat.

LES INSOUMIS DÉFENDENT LE « TUONS FRANÇAIS »!

Décidément, les Insoumis sont de vrais double-face! Un côté écolo-pacifiste tout gentils et light et de l'autre leur patriotisme et nationalisme les amène aux pires positions réactionnaires. Les élus insoumis au Conseil Régional d'Île de France ont publié le 18 novembre un communiqué malheureusement trop confidentiel en défense des travailleurs de PPG (Bezons) menacés de licenciement. Jusque-là rien à dire, les PPG se battent durement (et justement) pour l'emploi et contre les licenciements, aux côtés des TUI et d'autres, et sont les principaux animateurs des manifestations en défense de l'emploi, celle du 23 janvier, et celle plus récente du 27 novembre. Manifestations où l'on voit les élu.e.s FI toujours en bonne place, iels sont présent.e.s, toujours rien à dire.

Non, le notable, c'est le contenu du communiqué et la motivation de la défense de l'emploi. Voyez-vous, l'entreprise fabrique des mastics pour l'aéronautique et en particulier pour le Rafale, et qu'il est inadmissible d'abandonner la souveraineté française aux américains et bla, et bla... Voir le communiqué intégral ci-dessous.

On retrouve les vieilles positions rances des années 70/80 quand Manufrance, Manhurin ou d'autres usines d'armement fermaient... et que le PCF défendait avec vigueur la technologie française! Allez, allez, finalement vous n'êtes pas si éloignés les uns des autres!

La France Insoumise? Certainement pas des révolutionnaires anti-impérialistes!!! Des patriotes chauvins et bellicistes. Et ce n'est pas la première fois : en 2012, lors de la vente des Rafale à l'Inde, Mélenchon avait fermement défendu cette vente (sur France Inter, le 1^{er} février), sachant très bien que les Rafales allaient servir dans le cadre de la confrontation avec la Chine d'une part, et contre la guérilla maoïste d'autre part, puisque ces avions sont réputés tout à fait polyvalents, y compris pour l'observation et la reconnaissance aérienne. Et en plus n'est-ce pas, Jean-Luc Mélenchon n'a jamais caché son amitié avec Dassault, du temps où il était député de l'Essonne, vous savez, Dassault, le fabricant du Rafale...

Les Rafales bientôt cloués au sol ? Valérie Pécresse laisse faire.

L'usine PPG de Bezons produit dans le Val-d'Oise des mastics de pointe pour l'aéronautique. Ils équipent les avions Airbus et le Rafale. Rachetée en 2015 par un groupe américain, ses 208 salarié-es sont aujourd'hui menacés-es de licenciement. L'activité doit être délocalisée en Espagne et au Royaume-Uni.

En rachetant l'usine, le groupe américain PPG (17 milliards de dollars de chiffre d'affaire mondial) s'est emparé des brevets développés sur place et contrôle la production. Il peut aujourd'hui décider, à tout moment, de clouer au sol les avions de chasse français en interrompant ses livraisons de mastics aux propriétés remarquables, indispensables au Rafale.

Après Alstom et Latécoère, c'est un nouveau fleuron industriel français qui passe sous contrôle américain, fragilisant la maîtrise de notre outil de défense et la souveraineté du pays.

Paul Vannier, président du groupe La France insoumise et apparentés au conseil régional d'Île-de-France, a interpellé Valérie Pécresse en séance le 17 novembre 2021. Cette dernière se refuse à agir et n'a mobilisé aucun des nombreux moyens dont dispose la région pour sauvegarder les emplois et l'activité sur le site de Bezons, malgré les alertes lancées depuis un an par les salarié-es et leurs organisations syndicales.

Dans ce contexte marqué par l'urgence, le groupe des élus La France insoumise et apparentés au conseil régional d'Île-de-France interpelle solennellement le gouvernement. Il doit intervenir immédiatement pour sauvegarder les 208 emplois et l'activité sur le site de Bezons. Il doit agir, comme il l'a fait en bloquant le rachat de Photonis, pour arrêter une opération de pillage qui menace les intérêts fondamentaux de la France.

LIRE & REGARDER

40



DEBOUT LES FEMMES!

*Échanges à propos du film de François Ruffin
avec 5 personnes (L et T femmes prolos, P et C hommes ouvriers et M homme retraité)*

Partisan. *Est-ce qu'il y avait du monde dans la salle quand vous avez vu le film?*

L. Pas énormément, moyenne d'âge 45/50 ans. Une nette majorité de femmes, pas beaucoup de jeunes, plutôt petite bourgeoisie.

M. Oui, pas énormément. L'impression que c'est la petite-bourgeoisie blanche qui vient s'apitoyer sur le sort des femmes prolos!

Partisan. *Avant de critiquer les limites du film, commençons par ses qualités. Ça fait plaisir de voir dénoncée la situation des travailleuses de base, des femmes, et de les voir se rencontrer, se réunir?*

M. C'est vrai! J'ai été étonné par l'importance des TMS, les épaules déglinguées, le taux d'accidents du travail.

L. A aucun moment, il me semble, elles ne parlent de leurs vraies conditions de travail et des risques de TMS etc... Deux d'entre elles abordent très rapidement le sujet quand elles se retrouvent dans un jardin où elles sont 6 AVS, de mémoire. Elles n'utilisent pas le mot TMS...elles disent qu'elles sont cassées de partout, aux genoux, aux bras, à force de porter des personnes malades qui pèsent tous leurs poids etc...

M. A la finale, c'est des personnes cassées qui s'occupent de personnes cassées. Et c'est dans le public comme dans le privé, les aides-soignantes comme les auxiliaires de vie à domicile.

L. C'est des prolos qui s'occupent des prolos! C'est ouf ça! C'est là, la différence de classe! Parce que le bourgeois, lui, il peut se payer h24 une aide à domicile (évoqué dans le film)! Mais le prolo, lui ne peut pas!

M. Tout ça pour des paies de merde, souvent au-dessous de 1000 euros, avec des horaires de dingue, hachés, les week-ends...

L. C'est frappant, la phrase de Ruffin quand il est dans le couloir de son bureau à l'Assemblée Nationale et qu'il dit : «Si elles touchaient le SMIC, je serais content!» Elle est forte de conséquence cette phrase et marque son côté réformiste (parti de la FI) et loin de la situation concrète d'une aide à domicile. Parce qu'il croit que tu peux vivre avec 1000 balles par mois et te loger, te nourrir, subvenir aux besoins de tes enfants, payer tes dépenses d'essence ou tes dépenses médicales etc...! C'est une blague!

P. Il y a le problème de la formation aussi, bien dénoncée par l'AESH (accompagnatrice d'élève en situation de handicap), précaire de l'Education nationale. Mais c'est valable pour toutes. C'est l'enfant autiste qui lui apprend le métier, et des recherches personnelles sur internet! Bien sûr, au bout de dix ans, elle n'a toujours aucune compétence particulière...

M. Je pense que dans le projet de loi de Ruffin, il y avait les salaires, les horaires de travail, la formation, mais je me demande ce qu'il y avait sur les conditions de travail, sur la pénibilité et les accidents.

Partisan. *Là on n'est plus dans les qualités du film, c'est la question de ses limites!*

L. Dans le film, à aucun moment Ruffin ne dénonce le patriarcat! C'est dingue! C'est quand même un film sur les femmes! Quant au racisme, je voulais préciser que dans ses femmes, certaines étaient d'origines (africaines pour la plupart) et qu'à aucun moment, il ne dénonce le racisme aussi que ses femmes forcément subissent. Que leur exploitation, ça ne les (bourgeois) dérange pas, quand eux, ils en ont besoin! Mais pour les régulariser et les aider à sortir de leurs conditions, ça! Ça n'est pas évoqué dans le film.

P. Quand la mission parlementaire reçoit les patrons, après avoir reçu les représentantes des

« métiers du lien », ces employeurs et responsables sont tous des hommes ! Ruffin aurait pu facilement trouver des interventions qui soulignent clairement le sexisme existant.

M. Mais ça n'était pas dans le questionnaire de la mission parlementaire. Ruffin est prisonnier de la situation où il s'est mis.

L. Je ne suis pas d'accord avec toi. Ruffin n'est pas prisonnier de la situation. Au contraire, il est bien conscient avec qui il va taffer. Et par rapport au questionnaire, voulu pour leur projet de loi, il aurait pu y déroger s'il le voulait vraiment. Donc il est bien en accord avec ça. Sur le racisme... il dénonce la mondialisation et la concurrence entre les prolos des autres pays sans la nommer. Du coup, ça fait très chauviniste.

M. Les revendications, elles sont déjà exprimées par des associations, des collectifs de défense, des équipes syndicales. Elles sont exprimées dans des luttes. Il y a des militantes parmi les femmes qui parlent, mais leurs organisations et leurs luttes ne sont pas le sujet. Finalement, Ruffin, c'est un peu Victor Hugo et Emile Zola. Capable de faire pleurer sur le sort des pauvres, mais qu'ils ne se mettent pas à agir massivement par eux-mêmes ! Qu'ils confient leurs problèmes aux journalistes et aux députés !

L. J'ajouterais : à aucun moment, on ne leur demande ce qu'elles veulent vraiment !

Partisan. *À propos de députés, vous ne trouvez pas que c'est significatif, cette complicité entre un député de la France Insoumise et un député macroniste, Bruno Bonnell ?*

M. Mon impression, c'est qu'il a fait une maladie diplomatique, notre patron macroniste. Pour ne pas se retrouver le cul entre deux chaises au moment du vote de la loi, en porte-à-faux avec tous ses petits camarades de la République en Marche.

P. S'il a sympathisé avec les femmes des « métiers du lien », c'est qu'il avait lui-même embauché une AVS, qui faisait des missions précaires auprès de son fils handicapé. Il l'a embauchée à plein temps, logée, nourrie : il faut être bourgeois pour faire ça !

M. Ruffin aurait pu lui faire remarquer, avec une petite séquence du genre : « J'espère qu'elle avait le droit de sortir, et que tu ne lui avais pas confisqué ses papiers ». Histoire de faire allusion à l'esclavage présent dans les beaux quartiers, et de remettre le sympathique patron à sa place.

L. Et pourquoi pas : « Au lieu de craquer au moment crucial, tu n'as qu'à démissionner carrément de ton parti pourri ! »

Partisan. *Finalement, ce n'est pas vraiment un film sur les femmes travailleuses, mais un film sur Ruffin et le Parlement.*



Un « road-movie parlementaire », comme le dit si bien la pub pour le film. L'histoire d'une mission parlementaire. C'est de l'auto-promotion. Et toute une ligne politique.

P+L. Oui, c'est clair, tout aboutit à l'Assemblée nationale. Le jeu de rôle dans l'Hémicycle à la fin ressemble à une manif, mais ce n'est pas une lutte, c'est une mascarade. Les femmes auraient dû venir au moment du vote de la loi, être au balcon avec les invités. Ruffin, s'il avait 5 minutes pour parler, aurait pu dire : « Je donne mes 5 minutes aux concernées, elles sont là ». Les femmes auraient pu mettre un peu d'ambiance en chantant « Debout les femmes, debout! ». Elles se seraient faites sortir rapidos.

M. Et Ruffin se serait peut-être fait sanctionner, sucrer une partie de son indemnité parlementaire, mais ça aurait eu une autre gueule. Un parfum de lutte, d'initiative collective. Mais la France Insoumise est insoumise dans la soumission! Le plus fort, c'est que le film fait la démonstration qu'une bonne loi ne peut pas passer, qu'elle est systématiquement dépouillée et rejetée. Vous allez me dire : c'est avec une majorité macroniste + la droite. Alors la conclusion, c'est : Votez à gauche! C'est la seule conclusion possible. Ça fout d'autant plus la rage que le bulletin de vote, l'union de la gauche et le passage pacifique au socialisme ont été infusés aux travailleurs pendant des décennies et que cette politique a largement fait la démonstration de son échec, avec Mitterrand, Jospin, Hollande.

Partisan. Mais Ruffin est conscient et modeste. Il avoue (dans Mediapart le 12 octobre) : « Je sais en commençant cette aventure que je ne vais pas gagner la bataille dans l'Hémicycle, mais pour moi, mon film est un point de départ plus qu'un point d'arrivée. »

M. Mais alors comment gagner la bataille et atteindre le point d'arrivée? En votant pour un bon Hémicycle? Ou bien en s'organisant pour la lutte, la lutte revendicative et la lutte politique, massive et totale? Les deux sont absentes du film. Comme les organisations syndicales et associatives, et les organisations communistes révolutionnaires. Un élément est présent pourtant, on n'en a pas parlé, et il nous oriente vers un

autre « point d'arrivée » : l'utilité sociale et la reconnaissance. « Vous êtes mon rayon de soleil », déclare une personne visitée. Une société basée sur l'utilité sociale et la reconnaissance, voilà un « point d'arrivée » déjà présent et complètement écrasé dans la société actuelle.

Partisan. Pour conclure?

T : Ce film, c'est une merde, et il faut le dire. Les syndicats et les luttes des femmes sont absentes. Rien sur les grèves dans le nettoyage etc. La seule lutte est parlementaire. On ne donne pas vraiment la parole aux femmes, on parle à leur place, c'est scandaleux! Rachel et Sylvie (déléguées Ibis Batignolles), au début de leur conflit, elles ne savaient pas « parler ». A la fin, c'est elles qui faisaient les interviews à la télé. Ce film, c'est l'autopromotion de Ruffin.

C : J'ai trouvé la fin plus qu'ambiguë, parce que Ruffin dit « on va imaginer un monde où ce sont les personnes qui sont partie-prenantes qui vont faire les lois, je vais me mettre en retrait et ce ne sera plus moi qui parlerai pour elle mais elles qui auront la parole » et on finit en chantant l'hymne du Mouvement de Libération des Femmes qui prône l'auto-organisation, mais entre temps que disent-elles? Elles répètent ce que Ruffin a mis dans sa loi et elles lui disent qu'il a bien bossé. Les délégués Ibis Batignolles sont là, c'est le seul moment du film où elles apparaissent. Pour féliciter Ruffin. Or elles ont eu une lutte longue et exemplaire pendant que Ruffin et Gilles Perret tournaient leur film. De plus pendant que Ruffin échouait à faire voter sa loi, elles sont sorties victorieuses de la lutte, alors que leur direction syndicale leur avait mis pas mal de bâtons dans les roues. Elles sont aguerries, elles ont l'habitude de répondre à des journalistes. Pourquoi Ruffin ne leur donne-t-il pas la parole plus longuement et plus tôt? Il est jaloux de leur victoire?

T. Les métiers du lien, au début on croit que c'est les métiers de l'aide à la personne, et puis on comprend que c'est plus vaste dans la tête de Ruffin, que ça inclut les femmes de ménage de l'Assemblée, donc les camarades d'Ibis Batignolles auraient eu toute leur place.

C. A aucun moment il n'est question de la France Insoumise, mais du début à la fin on est dans la démarche réformiste de la France Insoumise!



LA FRACTURE,

Il fallait être gonflé pour mélanger dans un même film les Gilets Jaunes de décembre 2018, la crise de l'hôpital public et la séparation d'un couple de lesbiennes, et c'est plutôt réussi.

Le film touche juste jusque dans les détails, en mode comédie dramatique tendue, à peine excessive à la différence de nombre de films qui se prétendent sociaux. Et beaucoup d'humour dans un contexte pas drôle du tout !

Le mouvement des Gilets Jaunes (pas le mouvement anti-vax !!) est présenté dans ses contradictions, ses naïvetés mais pas du tout de manière caricaturale. Il y a Yann, un chauffeur routier prolo jusqu'au bout des ongles, énervé et très en colère comme nombre de Gilets Jaunes, qui explique à la bobo de service que non il ne vote pas FN, non il n'est pas facho, et juste qu'il ne vote plus dans un système qui lui est étranger. Et qui se retrouve à l'hôpital avec une jambe mitrillée par une grenade alors qu'il doit reprendre la route au risque de perdre son boulot.

On voit les Gilets Jaunes extrêmement courageux et déterminés dans la bataille de rue, mais qui en même temps rêvent voir Macron venir parler à leur rencontre sur les marches de l'Élysée, qui tentent de convaincre les CRS de les rejoindre (« mais il y a bien un petit cœur et une maman là-dedans », séquence assez hilarante...), et qui n'imaginent pas une seconde qu'ils vont être massacrés de façon sauvage la seconde d'après... On sent que la réalisatrice a bien enquêté auprès des Gilets Jaunes, car le film « parle vrai », et ça, c'est important et assez rare pour le signaler.

D'ailleurs, enfin un film grand public qui présente de manière complète les violences policières inimaginables et la répression subies par les Gilets Jaunes, vidéos d'actualité d'époque à l'appui ! Avec tous les détails horribles, la détresse respiratoire des gazés, les mains arrachées, l'hôpital au milieu des gaz lacrymogènes, l'acharnement hyper violent contre des manifestants qui pour la plupart n'ont jamais manifesté... Alors Darmanin,

UN VRAI FILM SOCIAL

quand est-ce que tu portes plainte contre le film? Alors Macron, les violences policières ça n'existe pas? On dira juste que la séquence finale avec le CRS « gentil » qui explique à Yann comment s'éclipser sans croiser ses collègues est un peu inutile et gnan-gnan, comme si la réalisatrice s'était crue obligée de présenter une vision « équilibrée » de cette violence...

La présentation de l'hôpital public est aussi criante de vérité, même s'il est présenté un jour de crise aiguë avec l'afflux des blessés Gilets Jaunes et le débordement qui en découle. Les heures d'attente aux urgences dans des salles bondées, le patient psychiatrique qui n'a rien à faire là mais qu'on retrouve parce que la psychiatrie a fermé, le stress des soignant.e.s surchargé.e.s (6 nuits de garde d'affilée alors que c'est 3 maximum), épuisé.e.s, mais qui continuent de faire face au mieux, avec dévouement et efficacité. Une infirmière Kim criante de vérité (en fait elle est aide-soignante dans la vraie vie, ceci explique cela...), le tri des prioritaires pour les soins, le manque de matériel et de lits, la panique et les agressions de la part des patients qui n'en peuvent plus d'attendre. Et une nouvelle fois la police et les CRS qui tentent de rentrer dans l'hôpital récupérer les Gilets Jaunes qui s'y sont réfugiés (c'est l'épisode véridique de La Ribouisière), qui veulent avoir la liste nominative des identités des blessés à la manifestation – et le refus des soignants.

Comment Véran ose-t-il encore demander une enquête pour comprendre le manque de lits et de soignants? Voilà des années qu'ils sont supprimés pour des raisons budgétaires, même la crise de la COVID n'a rien suspendu... Tout le monde sait cela, c'est de notoriété publique!

Enfin, le liant de tout cela c'est la séparation d'un couple de femmes qui vit depuis dix ans ensemble, plutôt bobos de la gauche réformiste bien pensante, et qui se retrouve dans ce même hôpital, ce même jour, pour un banal accident du quotidien. Le couple de Raf et Julie est assez improbable, et elles découvrent en live à

la fois la classe ouvrière, la situation à l'hôpital et la répression policière, dans une ambiance quelque peu délirante. C'est très réussi parce que cela donne une touche de comédie à l'ensemble du film, et que pour une fois un couple homosexuel est présenté de façon tout à fait « normale » et anodine, ce qui donne un sacré souffle d'air frais.

Au final, un film très sympathique sur le monde social d'aujourd'hui, sans fausse note et qui montre tout un tas de choses parfaitement invisibles dans les médias habituels.

La seule critique qu'on peut lui faire c'est la fin : rien ne change, tout revient comme avant... L'infirmière Kim va quitter l'hôpital, dégoûtée par les conditions de travail et le sort qu'on fait aux soignant.e.s, Yann le chauffeur routier s'enfuit de l'hôpital pour ne pas perdre son travail et y revient aussitôt après avoir repris le volant et un accident routier alors qu'il n'était pas en condition, Raf et Julie repartent chez elles, apparemment réconciliées... Tout apparaît finalement sans issue...

Mais en vrai, peut-on faire ce reproche au film? Peut-on demander à un film une issue sociale et politique qui n'existe pas dans la confusion et le contexte actuel? Le camp social est bien présenté dans sa détermination et sa combativité (soignants, Gilets Jaunes), mais le film ne peut pas proposer une alternative, une perspective que nous, militants politiques ne sommes pas capables de proposer actuellement. C'est au final, la grande leçon cachée : si nous voulons que ça change, il faut s'organiser, construire vraiment le camp des prolétaires. Il faut en finir avec l'impuissance et l'activisme sans cesse renouvelé, quel que soit le dévouement, le courage et la détermination, il faut donner un sens à tout ça, il faut construire. Et la seule construction solide qui tienne, c'est une organisation communiste... Sinon, rien ne change, juste le découragement qui s'installe...

À méditer.

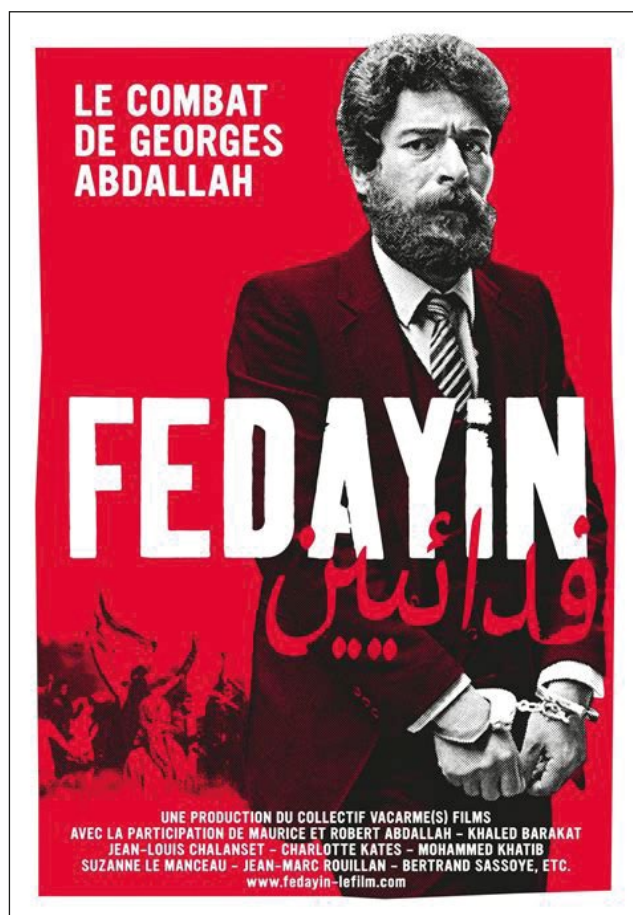
FEDAYIN, LE COMBAT DE GEORGES ABDALLAH

Collectif Vacarmes Film, 2021.

« Fedayin, le combat de Georges Abdallah retrace le parcours d'un infatigable communiste arabe et combattant pour la Palestine. Des camps de réfugié·e·s palestinien·ne·s qui ont forgé sa conscience, à la mobilisation internationale pour sa libération, nous allons à la découverte de celui qui est devenu l'un des plus anciens prisonniers politiques d'Europe. »

Le film a fait l'objet en octobre d'une tournée dans les principales villes libanaises et différents camps de réfugié·e·s palestinien·ne·s.

Pour voir la bande-annonce et se renseigner sur les projections : fedayin-lefilm.com



QUOI QU'IL EN COÛTE ou la fuite en avant du capitalisme

Tom Thomas, Éditions Critiques, 176 p., 12 €.

Dans ce 26^e petit livre, Tom Thomas semble répondre à la question posée dans le Partisan magazine de janvier 2021 (page 18) : « Mais d'où sortent tous ces milliards ? », et à la question du « remboursement de cette dette colossale ». Il nous rappelle, comme une évidence, qu'il est absurde d'opposer le bon capitalisme productif au mauvais capitalisme financier spéculateur. La solution n'est pas une option politique mais, chaque jour un peu plus, une question vitale. C'est le communisme. Cependant, « connaître le but n'est pas connaître le chemin... Il n'y a pas de programme communiste, parce que le communisme sera ce que les hommes construiront dans le cours de leur appropriation du « general intellect », dans le cours du processus révolutionnaire où ils se transformeront eux-mêmes dans leurs besoins, leurs rapports, leurs activités, leurs buts. Et ils y seront tôt ou tard obligés par le capital lui-même... » (p. 155).

À commander dans n'importe quelle bonne librairie.



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
 Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
 en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

– Les numéros 1 à 11 sont disponibles en intégralité sur ocml-vp.org –

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition ?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités ?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après ? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système ?

N°17 • Crise, licenciement, lutte pour l'emploi

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
9697 bd Saint-Laurent - local 303
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



Flashez pour
vous abonner
en ligne!

Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084

Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR

PARTISAN

MAGAZINE

1	ÉDITORIAL
	ÉCOLOGIE
3	Notre Maison Brûle, mais comment éteindre l'incendie ?
7	<i>Courrier d'un lecteur</i>
10	<i>Énergie : nous sommes écolo-maoïstes !</i>
	INTERNATIONAL
16	<i>Le PC d'Inde (maoïste) sur la Chine impérialiste</i>
21	<i>Où en est le Rojava ?</i>
25	<i>Vers une Voie palestinienne alternative ?</i>
29	<i>RAWA. Revolutionary Association of the Women of Afghanistan</i>
34	<i>Adresse à nos sœurs combattantes</i>
35	<i>L'échec de Thomas Sankara</i>
39	LES INSOUMIS DÉFENDENT LE TUONS FRANÇAIS
40	LIRE & REGARDER

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Prolétarienne.
Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique
pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie
nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 49** —

Partisan Magazine n°19 sortira mi-2022